



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
Ministère auprès du Premier Ministre
chargé de l'Economie et des Finances
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

COTE D'IVOIRE 2014



REPUBLIQUE DU COTE D'IVOIRE

Ministère auprès du Premier Ministre
chargé de l'Economie et des Finances

Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

COTE D'IVOIRE 2014

SOMMAIRE

LISTE DES TABLEAUX	3
LISTE DES GRAPHIQUES.....	4
AVANT-PROPOS.....	5
RESUME.....	9
INTRODUCTION.....	11
I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	16
I.1- Balance commerciale de biens.....	16
I.1.1- Exportations de biens.....	17
I.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens.....	17
I.1.1.2- Composition des exportations de biens.....	18
I.1.1.3- Orientation géographique des exportations de biens.....	20
I.1.2- Importations de biens.....	21
I.1.2.1- Evolution globale des importations de biens.....	21
I.1.2.2- Composition des importations de biens.....	22
I.1.2.3- Orientation géographique des importations de biens.....	24
I.2- Balance des services.....	25
I.2.1- Exportations de services.....	26
I.2.2- Importations de services.....	26
I.3- Compte de revenu primaire	27
I.4- Compte de revenu secondaire.....	27
II- COMPTE DE CAPITAL.....	28
II.1- Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits.....	28
II.2- Transferts de capital.....	28
III- COMPTE FINANCIER.....	29
III.1- Investissements directs étrangers.....	29
III.2- Investissements de portefeuille.....	32
III.3- Dérivés financiers.....	32
III.4- Autres investissements.....	33
IV- CAPITAUX MONETAIRES.....	34
IV.1- Avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	34
IV.2- Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts.....	35
IV.3- Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts.....	35
V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	36
CONCLUSION.....	37
ANNEXES.....	39

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Balance des paiements de la Côte d'Ivoire en termes de transactions (optique BCEAO).....	10
Tableau 2 : Evolution de la balance courante.....	16
Tableau 3 : Evolution de la balance commerciale.....	16
Tableau 4 : Evolution des exportations de biens.....	17
Tableau 5 : Principaux groupes de produits exportés.....	18
Tableau 6 : Exportations de la Côte d'Ivoire vers les autres pays de l'UEMOA.....	21
Tableau 7 : Evolution des importations de biens FOB.....	21
Tableau 8 : Principaux types de produits importés.....	22
Tableau 9 : Importations de la Côte d'Ivoire en provenance de l'UEMOA.....	25
Tableau 10 : Evolution de la balance des services.....	26
Tableau 11 : Exportations de services.....	26
Tableau 12 : Importations de services.....	26
Tableau 13 : Evolution du compte de revenu primaire.....	27
Tableau 14 : Evolution du compte de revenu secondaire.....	27
Tableau 15 : Evolution du compte de capital.....	28
Tableau 16 : Evolution du compte financier (optique BCEAO).....	29
Tableau 17 : Structure des IDE de 2012 à 2014.....	31
Tableau 18 : Evolution des avoirs et engagements de la Banque centrale.....	34
Tableau 19 : Evolution des avoirs et engagements des banques.....	35
Tableau 20 : Variation des avoirs extérieurs nets des Institutions monétaires.....	35

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution de la balance commerciale et de la balance courante.....	17
Graphique 2 : Evolution des principaux produits exportés.....	19
Graphique 3 : Parts des principaux groupes de produits importés en 2014.....	24
Graphique 4 : Evolution des flux nets d'IDE.....	32
Graphique 5 : Evolution de la variation des avoirs extérieurs nets.....	34

AVANT-PROPOS

La balance des paiements est un état statistique qui retrace, sous forme comptable, l'ensemble des flux d'actifs réels, financiers et monétaires entre les résidents d'une économie et les non-résidents, au cours d'une période déterminée. Elle est présentée suivant les règles de la comptabilité en partie double.

La balance des paiements nationale permet d'évaluer l'insertion de l'économie dans son environnement extérieur, d'identifier l'apparition de déséquilibres et de comprendre comment ces déséquilibres sont financés par le reste du monde. Elle constitue, en outre, un élément essentiel de la statistique nationale. Plusieurs éléments qui en sont tirés contribuent à l'élaboration des agrégats nationaux (exportations et importations dans le produit intérieur brut, par exemple).

En général, les comptes de la balance des paiements sont établis en monnaie locale et conformément aux recommandations fournies dans le Manuel de la Balance des Paiements du Fonds Monétaire International (FMI).

Ce manuel dont la première édition a été publiée en 1948, a été amélioré successivement en 1950, en 1961, en 1977, en 1993 et, récemment, en 2008. Chaque nouvelle édition répond à l'évolution économique et financière, aux changements dans les intérêts des analystes et à l'accumulation d'expériences de la part des statisticiens.

Ainsi, les comptes présentés ci-après ont été établis selon les principes de la nouvelle édition, la 6^{ème} (MBP6), en liaison avec son entrée en vigueur dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) au cours de l'année 2012.

Ce nouveau manuel qui apporte davantage de clarifications à certains concepts, procède également au retraitement et à la reclassification de certaines opérations. Il met aussi davantage l'accent sur l'élaboration et l'analyse de la Position Extérieure Globale (PEG), en raison du rôle prépondérant de l'analyse bilancielle dans l'appréciation de la vulnérabilité économique des États.

La prise en compte, par la BCEAO, de ces changements a engendré une révision globale de son dispositif d'élaboration des comptes extérieurs depuis l'année 2012 afin, d'une part, de maintenir leur conformité aux normes internationales et, d'autre part, de corriger les insuffisances du dispositif précédent qui a été utilisé sur la période 1996-2011.

Ainsi, les supports de collecte des données ont été entièrement révisés, de même que les applications informatiques dédiées au traitement des informations. En outre, les données des années antérieures ont été retranscrites dans le but d'assurer la cohérence des séries.

Outre les changements introduits par le MBP6, la refonte du dispositif a consisté également en la prise en compte des données de certaines institutions sous-régionales qui étaient ignorées auparavant, en la répartition des données par branche d'activité et en la modification de la structure géographique des transactions. Cette dernière porte sur le remplacement de la France par la Zone Euro, pour tenir compte du changement de la Zone d'ancrage du FCFA depuis la création de l'euro en 1999.

En tenant compte de toutes les modifications qui ont été introduites par le MBP6, dans le but de rapprocher les comptes extérieurs du compte "reste du monde" du Système de Comptabilité Nationale 2008 (SCN 2008), les composantes types de la balance des paiements sont réparties en trois grandes catégories, comme indiqué ci-après.

I – Composantes de la balance des paiements

I.1 Le compte des transactions courantes

Le compte des transactions courantes retrace les flux de biens, de services, de revenus primaires et de revenus secondaires entre les entités résidentes d'une économie et celles qui sont non-résidentes. Le revenu primaire représente le revenu qui revient aux unités institutionnelles résidentes en contrepartie de leur contribution à la production ou de la fourniture d'actifs financiers et de la location de ressources naturelles à d'autres unités institutionnelles non-résidentes. Les revenus secondaires recouvrent essentiellement les transferts courants entre résidents et non-résidents.

I.2 Le compte de capital

Il regroupe les transferts de capital qui comprennent les remises de dettes, les dons en biens d'équipement ou destinés à en acquérir ainsi que les acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits (achats de brevets, licences, achats d'immeubles par les ambassades).

La somme des comptes des transactions courantes et de capital représente la capacité ou le besoin de financement de l'économie. Cette somme est théoriquement égale au compte financier.

I.3 Le compte financier

Le compte financier fait apparaître les acquisitions et les cessions nettes d'actifs et de passifs financiers. Les éléments du compte financier sont regroupés selon les catégories fonctionnelles ci-après :

- **les investissements directs** qui sont effectués par une entité appelée investisseur direct, lequel vise un intérêt durable, notamment la rentabilité ou le développement futur de l'entreprise qui reçoit l'investissement et détient, dans cette optique, au moins 10,0% des actions ou des droits de vote ;
- **les investissements de portefeuille** qui regroupent tous les investissements internationaux réalisés sous forme d'acquisition de titres de participation ou de titres de créances, autres que ceux déjà recensés dans les investissements directs et dans les avoirs de réserves ;
- **les dérivés financiers** qui sont des instruments financiers dont la valeur change en fonction de l'évolution du prix d'un autre actif appelé "support" ou "primitif" ou "sous-jacent" ;
- **les autres investissements**, qui sont une catégorie fonctionnelle résiduelle où sont recensées toutes les autres opérations sur les actifs et passifs non classées dans les investissements de portefeuille et les réserves. Les principaux éléments inclus dans les autres investissements sont notamment les réserves techniques d'assurance, les crédits commerciaux, les prêts ou emprunts, l'utilisation des crédits du FMI, les numéraires et dépôts, etc. ;
- **les avoirs de réserves** qui sont des avoirs extérieurs à la disposition immédiate et sous le contrôle effectif des Autorités monétaires. Ils permettent de financer directement les déséquilibres des paiements, de réguler indirectement l'ampleur de ces déséquilibres au moyen d'interventions sur le marché des changes pour influencer sur le cours de la monnaie nationale et parer à d'autres besoins.

Les comptes de la balance des paiements sont complétés par la position extérieure globale.

II – La position extérieure globale

La Position Extérieure Globale (PEG) est un état statistique qui retrace, à un moment donné, la valeur et la composition des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents. La position extérieure fournit ainsi des indications sur le montant et la structure du patrimoine financier des résidents en actifs étrangers et des non-résidents en actifs locaux. Les composantes de la PEG sont en ligne avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques. Le MBP6 distingue, dans la PEG, un compte des autres changements des actifs et passifs financiers ou « Autres flux ». Ce compte retrace les changements de volume liés à des motifs autres que des transactions entre résidents et non-résidents. Il s'agit notamment des changements de volume des avoirs, des changements de volume des engagements, des réévaluations (gains et pertes de détention) ou des reclassifications.

Les principales étapes d'élaboration de ces deux états sont les suivantes.

III – Principales étapes d'élaboration de la balance des paiements

Les comptes extérieurs sont élaborés en suivant quatre principales étapes.

Etape 1 : la collecte des données

Pour l'élaboration des comptes extérieurs, les informations sont collectées auprès des agents économiques, à travers un formulaire administré par voie postale. Pour ce faire, il a été établi une typologie de l'activité des agents économiques afin de concevoir des questionnaires adaptés aux uns et aux autres et de couvrir l'ensemble des transactions internationales des différents agents économiques. Cette collecte d'informations auprès des entreprises est complétée par des statistiques obtenues d'autres sources, notamment les données du commerce extérieur, communiquées par la Direction Générale des Douanes, et les tableaux de dépouillement fournis par certains organismes et départements ministériels.

Etape 2 : le traitement des données

Les informations reçues des déclarants sont contrôlées (pour vérifier la vraisemblance et la cohérence d'ensemble) et saisies dans une application qui en assure le traitement. Des rapprochements sont ensuite effectués avec d'autres sources. En particulier, les statistiques du commerce extérieur sont confrontées à celles sur les grands produits détenues par les organismes qui les commercialisent.

Etape 3 : l'enregistrement des données

A l'issue de ces traitements, les informations sont enregistrées de façon automatique par l'application informatique. En principe, du fait de l'équilibre comptable de la balance des paiements, le solde global des comptes devrait être nul. Dans les faits, il est constaté une différence, qui fait l'objet d'un poste « Erreurs et Omissions ». C'est un poste d'ajustement dont l'existence tient au fait que, contrairement à l'exigence d'un véritable système de comptabilisation en partie double, les enregistrements dans la balance des paiements ne sont pas inscrits simultanément à l'occasion de chaque transaction, mais résultent de déclarations ou d'enquêtes provenant de sources différentes. Ces « Erreurs et Omissions » traduisent donc des décalages statistiques issus d'incertitudes dans le taux de couverture de certaines collectes, de décalages de période et de différences de méthode.

Etape 4 : Analyse de la balance des paiements

La balance des paiements étant un outil d'aide à la décision, il convient, après son élaboration, d'en expliquer les principaux soldes, à partir des transactions ou catégories de transactions effectuées avec l'étranger. Les faits économiques et politiques intervenus au cours de la période sous revue, et qui ont pu influencer directement ou indirectement ces soldes, doivent

également être mis en lumière. Par ailleurs, un rapprochement avec les soldes obtenus les années précédentes est effectué, afin d'examiner la dynamique de la situation économique du pays ainsi que l'efficacité des politiques adoptées.

RESUME

La croissance mondiale a évolué, en 2014, au même rythme qu'en 2013, en s'établissant à 3,4%¹, sous l'effet de la faiblesse de la reprise économique dans certains pays industrialisés et de la poursuite du ralentissement de l'expansion économique dans la plupart des grands pays émergents.

Dans les Etats membres de l'UEMOA, la croissance est ressortie à 6,5% en 2014, après 5,9% en 2013. Cette performance résulte du raffermissement de la production industrielle, de l'accroissement de la production agricole au cours de la campagne 2014/2015 et de la bonne tenue des activités de la branche des « Bâtiments et Travaux Publics ».

Au plan national, en 2014, l'économie ivoirienne s'est consolidée grâce à un cadre macroéconomique stable et à la poursuite de la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND) 2012-2015 ainsi que des réformes structurelles. Le PIB a enregistré, en termes réels, une progression de 8,5% après 9,2% en 2013.

Dans ce contexte, après un solde global positif de 2,6 milliards un an plus tôt, les paiements extérieurs se sont soldés en 2014 par un excédent de 273,8 milliards de FCFA.

En particulier, les transactions courantes ont enregistré un excédent de 252,2 milliards, contre un déficit de 208,8 milliards en 2013, en liaison essentiellement avec la hausse de l'excédent de la balance des biens et la baisse du déficit des revenus secondaires.

La performance de la balance commerciale est liée à une évolution, en valeur, des exportations plus marquée que celle des importations.

Le solde déficitaire des services s'est creusé, en relation avec l'accroissement de la consommation de services de bâtiments et travaux publics et une forte demande en divers services spécialisés.

De même, le déficit du compte du revenu primaire s'est aggravé, du fait principalement de la hausse des paiements de revenus d'investissements, consécutifs à l'augmentation des passifs financiers des entreprises vis-à-vis de l'étranger.

Quant aux revenus secondaires, leur déficit a baissé, grâce à l'accroissement des aides budgétaires reçues par l'Administration Publique.

Pour ce qui est du solde positif du compte de capital, il s'est amélioré, en liaison avec l'augmentation des dons projets obtenus par l'Administration Publique.

Le compte financier a retrouvé un solde positif. Il se caractérise par une hausse des créances sur l'étranger au titre des numéraires, des dépôts et des crédits commerciaux, atténuée par un accroissement net des passifs de l'Administration Publique et des entreprises, respectivement en investissements de portefeuille et en investissements directs étrangers.

1. Selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI), publiées en octobre 2015.

**Tableau 1 : Balance des paiements de la Côte d'Ivoire en termes de transactions
(optique BCEAO)**

(En milliards de FCFA)

Poste	Crédit	Débit	Solde
Compte des transactions courantes	7 267 924	7 015 755	252 169
Biens et services	6 857 748	6 010 811	846 936
Biens	6 411 331	4 496 498	1 914 833
Marchandises générales	6 063 601	4 496 498	1 567 103
Dont : Réexportations	634	0	634
Exportations nettes dans le cadre du négoce	124	0	124
Or non monétaire	347 605	0	347 605
Services	446 417	1 514 313	-1 067 896
Transport	69 732	870 581	-800 849
Dont : Fret	63 134	755 840	-692 706
Voyage	91 049	198 513	-107 463
Autres services	285 635	445 220	-159 585
Revenus primaires	116 696	566 024	-449 328
Revenus des salariés	93 511	10 489	83 022
Revenus des investissements	16 807	555 535	-538 728
Autres revenus primaires	6 378	0	6 378
Revenus secondaires	293 480	438 919	-145 439
Administrations publiques	167 074	42 910	124 164
Aides budgétaires	167 074	42 910	124 164
Autres secteurs	126 406	396 009	-269 603
Dont : Envois de fonds des travailleurs	97 678	358 281	-260 603
Compte de capital	139 754	1 184	138 570
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	2 453	1 184	1 269
Transfert en capital	137 301	0	137 301
Administrations publiques	137 282	0	137 282
Remises de dettes	0	0	0
Autres secteurs	19	0	19
Compte financier	874 887	784 998	89 889
Investissements directs	8 008	216 936	-208 928
Investissements de portefeuille	2 041	464 860	-462 819
Dérivés financiers	0	0	0
Autres investissements	864 837	103 201	761 636
Administration publique	10 900	106 376	-95 476
Autres secteurs	853 937	-3 175	857 112
Erreurs et omissions nettes	-5 955 645	-5 928 604	-27 041
Solde global	577 146	303 338	273 808
Avoirs et engagements extérieurs	-577 146	-303 338	-273 808
Banque centrale	-423 516	-127 724	-295 792
Autres institutions de dépôts	-153 630	-175 614	21 984

Source : BCEAO

INTRODUCTION

Conjoncture économique et financière internationale

L'activité économique mondiale a évolué, en 2014, au même rythme qu'en 2013, en enregistrant un taux de croissance de 3,4%. Cette évolution résulte de la reprise de l'activité dans certains pays industrialisés et de la poursuite du ralentissement de l'expansion économique dans la plupart des grands pays émergents.

Dans les pays industrialisés, le taux de croissance a connu une légère amélioration par rapport à celui enregistré l'année précédente, soit 1,8%, après 1,4% en 2013. Ce résultat masque, toutefois, des évolutions contrastées de l'activité économique selon les pays. Aux États-Unis, la croissance économique en 2014 a été plus forte qu'en 2013, en s'établissant à 2,4% après 2,2%, en liaison avec la bonne tenue de la demande intérieure et extérieure. En zone euro, le redressement de l'activité économique, entamé depuis le deuxième trimestre de l'année 2013, s'est poursuivi. La zone a ainsi connu un taux de croissance de 0,9% en 2014, contre -0,5% en 2013, grâce à la baisse des cours du pétrole et au regain de compétitivité induit par les mesures d'assouplissement monétaire prises par la Banque Centrale Européenne (BCE). Au Japon, cependant, l'activité économique s'est contractée. Le Produit Intérieur Brut (PIB) réel a baissé de 0,1% en 2014, après une progression de 1,6% en 2013, sous l'effet de la baisse des dépenses de consommation des ménages affectées par le relèvement du taux de la TVA de 5,0% à 8,0% à partir du 1^{er} avril 2014.

En revanche, la croissance économique dans les pays émergents et en développement a été moins forte que celle de l'année antérieure. Elle est passée de 5,0% en 2013 à 4,6% en 2014, en raison, principalement, de la sortie des capitaux au profit des économies avancées et du regain des tensions géopolitiques dans un nombre croissant de régions. En particulier, la Chine a connu un rythme d'expansion moins important en 2014 par rapport à 2013, du fait de la baisse de l'activité manufacturière. Le taux de croissance y est ressorti à 7,4%, après 7,8% l'année d'avant. De même, l'activité économique au Brésil a progressé plus faiblement par rapport à l'année précédente, en ressortant à 0,1% en 2014 après 2,7% en 2013, en liaison notamment avec la dégradation du climat social. Toutefois, ces évolutions masquent le dynamisme de l'économie indienne, porté par la relance des investissements publics, le renforcement du climat des affaires et l'amélioration de la compétitivité extérieure. Le produit intérieur brut de l'Inde a enregistré une augmentation de 7,2% en 2014, après 6,9% en 2013.

En Afrique subsaharienne, la croissance économique est également ressortie plus faible, avec une progression de +5,0% en 2014 après +5,2% en 2013. Cette moindre performance est imputable à la baisse de la vigueur de l'activité en Afrique du Sud (1,5% en 2014 après 2,2% en 2013), sous l'effet de nombreuses grèves dans les mines et l'industrie. Toutefois, L'Afrique subsaharienne a bénéficié du dynamisme de ses autres économies, qui ont été soutenues par la vitalité de leur demande intérieure, en lien avec une hausse des salaires, une augmentation des flux financiers entrants au titre des transferts des migrants et un accroissement des investissements publics et privés dans les infrastructures et les activités manufacturières.

Concernant le marché du travail, le rythme des destructions d'emplois s'est réduit dans la plupart des pays industrialisés, en liaison avec le regain d'activité enregistré durant l'année 2014. Ainsi, le taux de chômage est ressorti aux États-Unis à 6,2% en 2014, après 7,5% en 2013. Au Japon, malgré la récession, ce taux s'est situé à 3,6% en 2014 après 4,0% un an plus tôt. Dans la zone euro, le taux de chômage, bien qu'étant demeuré élevé, s'est replié de 0,4 point de pourcentage pour s'établir à 11,6% en 2014.

Quant à l'inflation, elle a poursuivi sa décélération au cours de l'année 2014, en relation avec le repli des cours des matières premières, notamment le pétrole, et des produits alimentaires.

Dans les pays industrialisés, le taux d'inflation s'est établi à 1,4% en 2014, tout comme en 2013. Au sein des pays émergents et en développement, il s'est situé à 5,1% en 2014, contre 5,9% en 2013.

Au plan de la politique monétaire, les banques centrales des principaux pays industrialisés, à l'exception de la Réserve Fédérale américaine (FED), ont maintenu leur politique de soutien à la croissance économique et à la lutte contre le chômage. Ainsi, la Banque Centrale Européenne a baissé, à deux reprises, de 10 points de base, les 11 juin et 10 septembre 2014, son principal taux directeur, ramené à 0,05%. Le taux de prêt marginal et celui de la facilité de dépôt ont été respectivement fixés à 0,30% et à -0,20%. Ces mesures ont été complétées par le lancement de deux programmes spécifiques d'achats d'actifs qui dureront au moins deux ans. En outre, la BCE s'est engagée à recourir à de nouveaux instruments non conventionnels supplémentaires, au cas où les actions en cours ne parviennent pas à mettre fin à la période prolongée de faible inflation dans la zone Euro. Pour sa part, la FED, après avoir réduit progressivement le montant de ses rachats d'actifs, a mis fin à son programme d'assouplissement quantitatif le 31 octobre 2014. La Banque du Japon a maintenu inchangé ses taux directeurs et accentué sa politique d'assouplissement quantitatif en vue de lutter contre la déflation dans le pays.

Au sein des pays émergents, la politique monétaire est différenciée. Dans plusieurs pays émergents importateurs de pétrole, les conditions financières ont été assouplies par des baisses de taux d'intérêt directeurs de la banque centrale. A l'inverse, la persistance des tensions inflationnistes et, pour certains cas, géopolitiques, a conduit certaines banques centrales à augmenter les taux directeurs, notamment en Turquie, au Brésil et en Russie.

Sur le marché des changes, l'euro s'est déprécié par rapport aux principales devises, en liaison avec les mesures d'assouplissement de politique monétaire prises par la BCE. Son cours est passé, en moyenne, de 1,3704 dollar en décembre 2013 à 1,2331 dollar en décembre 2014, soit une baisse cumulée de 10,0%. Vis-à-vis de la livre sterling, du franc suisse et du yuan, le cours de l'euro a respectivement baissé de 5,6%, 1,8% et de 8,3% sur la même période. En revanche, la devise européenne s'est appréciée face au yen japonais, en raison de la récession économique dans ce pays au troisième trimestre.

Le franc CFA, du fait de son ancrage nominal à l'euro, a connu une évolution similaire par rapport à ces monnaies.

S'agissant des marchés financiers internationaux, en particulier les marchés boursiers, ils ont été globalement bien orientés. Dans la zone euro, l'indice EuroStoxx 50 a progressé de 354,2 points par rapport à son niveau moyen de 2013 pour ressortir à 3.147,0 points en 2014. Au Royaume-Uni, l'indice Footsie 100 s'est consolidé de 3,3% pour ressortir à 6.682,1 points en 2014. Quant aux indices américains, Nasdaq et Dow Jones, ils ont enregistré des améliorations respectives de 23,6% et 11,8%. De même, le Nikkei, principal indice de la bourse de Tokyo, a connu une hausse de 14,2%.

Au niveau de l'UEMOA, la croissance des États membres a été plus vigoureuse. En effet, le Produit Intérieur Brut en volume (PIB réel) de l'Union a progressé de 6,5% en 2014, après 5,9% en 2013. Cette performance est imputable à l'accroissement de la production agricole, à la bonne tenue de la production de la branche « Bâtiments et Travaux Publics » et au raffermissement de la production industrielle en lien avec le démarrage des activités de nouvelles unités et la montée en régime de la production de certaines sociétés. Les résultats obtenus sont également dus à la préservation de la qualité des politiques économiques mises en œuvre dans les États, à l'amélioration du climat sociopolitique et sécuritaire ainsi qu'à la poursuite de la mise en œuvre des projets nationaux et régionaux de renforcement des infrastructures de base.

Concernant les prix, le taux d'inflation dans l'UEMOA est ressorti en moyenne à -0,1% en 2014, après 1,5% en 2013 et 2,4% en 2012. Cette décélération reflète, d'une part, la détente des prix des produits locaux, en particulier des céréales et des tubercules, et, d'autre part, la baisse des prix des produits alimentaires importés, tels que le riz, le blé et le sucre. Le repli du niveau général des prix traduit également la baisse des prix du carburant, consécutive à la chute des cours du pétrole brut sur le marché international.

Pour ce qui est de la politique monétaire dans l'Union, l'action de la Banque Centrale au cours de l'année 2014 s'est appuyée principalement sur l'utilisation des instruments indirects de régulation de la liquidité. Dans un contexte caractérisé par une maîtrise des pressions inflationnistes, la BCEAO a maintenu inchangés ses taux d'intérêt directeurs afin de soutenir l'activité économique, à travers un assouplissement des conditions de financement. Le taux d'intérêt minimum de soumission aux appels d'offres d'injection de liquidités et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal sont ainsi demeurés respectivement à 2,50% et à 3,50%, niveau en vigueur depuis le 16 septembre 2013 contre 3,00% et 4,00% au début de l'année 2013. Le coefficient des réserves obligatoires applicables aux banques a été maintenu à 5,0% pour l'ensemble des banques de l'UEMOA, niveau en vigueur depuis le 16 mars 2012.

Concernant les matières premières, les cours ont connu des orientations contrastées. En effet, Les prix des produits alimentaires et industriels ont décliné, du fait de l'atonie de la demande mondiale. Ceux des produits énergétiques, en particulier du pétrole, se sont repliés, en liaison avec l'abondance de la production et la disponibilité d'importants stocks mondiaux. Cependant, les cours des matières premières exportées par l'Union ont, pour la plupart, enregistré une hausse par rapport à l'année 2013. En 2014, en moyenne, ils ont augmenté de 38,7% pour la noix de cajou, 35,0% pour l'huile de palme et 25,8% pour le cacao. Toutefois, le cours de l'or a baissé de 10,3%, en raison, d'une part, du regain de confiance des investisseurs à l'égard des marchés financiers et boursiers consécutif aux mesures de relance monétaire prises notamment par la Banque Centrale Européenne (BCE) et la Banque du Japon et, d'autre part, de l'appréciation du dollar par rapport à la plupart des monnaies. De même, les cours du caoutchouc et ceux du coton ont également chuté, respectivement de 30,3% et 11,5%, au cours de l'année 2014.

Conjoncture économique et financière nationale

En 2014, l'économie ivoirienne a poursuivi sa consolidation, grâce à un cadre macroéconomique stable, à la poursuite des réformes structurelles et aux investissements publics dans le cadre du Plan National de Développement (PND) 2012-2015. Le PIB a enregistré, en termes réels, une progression de 8,5% après 9,2% en 2013.

Le secteur primaire a connu une croissance de 12,0% en 2014, après de 6,9% en 2013. Cette performance est attribuable, notamment, aux hausses des productions de cacao, de caoutchouc naturel, de noix de cajou, de coton et de palmier à l'huile.

La production de cacao fèves est ressortie en hausse de 0,3% à fin décembre 2014, en relation avec l'augmentation des cours mondiaux de ce produit, l'application de la réforme visant à garantir 60% du prix CAF aux planteurs, et l'entrée en production de la variété « Mercedes » dans le cadre de la poursuite du programme Qualité, Quantité et Croissance (2QC). La production de cacao a bénéficié également de l'effet des investissements, dans les domaines des pistes de desserte agricole, réalisés au titre du Fonds d'Investissement en Milieu Rural (FIMR).

La production du caoutchouc naturel a progressé de 9,4% d'une année à l'autre, grâce à l'entrée en production de nouvelles plantations.

Concernant la noix de cajou, la production a crû de 19,9%, du fait du regain de confiance des producteurs consécutif aux réformes engagées dans la filière concernant le rehaussement et le respect du prix bord champ, ainsi que la mise à disposition d'une sacherie visant à préserver la qualité de la noix.

Quant au coton graine, la croissance de sa production s'est poursuivie, en s'établissant à 17,1% en 2014. Ce dynamisme est attribuable à l'amélioration de la productivité dans la culture de cette matière première, en lien avec l'approvisionnement des planteurs en intrants, en matériels agricoles et en semence de meilleure qualité par le Centre National de Recherche Agronomique (CNRA), ainsi que l'encadrement et la formation des cultivateurs.

Concernant le palmier à huile, sa production s'est maintenue en hausse en 2014, avec 1,4% de progression, grâce au renforcement de l'encadrement des planteurs par l'appui en matériels et outillages ainsi qu'à un meilleur entretien des plantations et des pistes villageoises.

Par contre, la culture de banane a connu une baisse de 8,1% en 2014, du fait de la destruction de près de 22,0% des surfaces plantées, consécutive aux inondations enregistrées dans certaines zones de production. De même, la production d'ananas a chuté de 16,4% au cours de l'année, en lien notamment avec la diminution des surfaces cultivées, dans certaines régions, au profit de nouvelles spéculations à revenus plus réguliers telles que l'hévéa.

Le secteur secondaire a poursuivi sa tendance haussière, en affichant un taux de croissance de 3,7% en 2014. Cette embellie est induite par les « Industries agro-alimentaires », les « Bâtiments et Travaux Publics » et les « Autres industries manufacturières ».

En particulier, les Bâtiments et Travaux Publics (BTP) se sont consolidés de 15,5%, sous l'impulsion d'une augmentation des productions de « gravier de granite, gravillons et sable de lagune », de bitume, de béton et de « câbles et fils électriques ». Quant aux « Industries agro-alimentaires », elles ont été portées principalement par l'industrie de « Fabrication de produits alimentaires et de boissons » en lien avec l'amélioration de la consommation des ménages.

Le secteur tertiaire a enregistré une croissance de 10,2% entre 2013 et 2014, grâce à la bonne tenue de toutes ses branches.

Au plan de la demande, la consommation finale a augmenté de 10,0% en 2014. Elle a bénéficié des créations nettes d'emplois et de l'amélioration de la situation socio-politique. De même, les investissements se sont inscrits en hausse de 16,0%, soutenus par les chantiers de l'État et l'implantation de nouvelles usines.

Relativement à l'évolution des prix à la consommation, l'inflation s'est établie à 0,4%, après 2,6% en 2013. Cette augmentation modérée est imputable à la contraction des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (-2,1%), en lien avec, d'une part, un meilleur approvisionnement des marchés en légumes frais, en tubercules et plantains ainsi qu'en huiles et graisses, et, d'autre part, le contrôle des prix des produits initié par le Gouvernement.

Au titre des finances publiques, la situation est marquée par des ressources et des dépenses en augmentation. Dans ce contexte, le déficit budgétaire² est ressorti à 376,2 milliards en 2014, après 346,2 milliards en 2013, soit -2,2% du PIB pour chacune des années.

Les recettes et dons ont évolué de 3.039,5 à 3.293,3 milliards à fin décembre 2014, soit une hausse de 8,4%. Elles se décomposent en recettes fiscales (2.573,3 milliards, soit 78,1% du total), en recettes non fiscales (416,1 milliards, soit 12,6% du total) et en dons (304,0 milliards, soit 9,2% du total).

Les dépenses totales et prêts nets ont augmenté de 3.385,6 à 3.669,6 milliards, soit une majoration de 8,4%, induite par l'augmentation des dépenses de personnel (+144,4 milliards), des dépenses de fonctionnement (+99,5 milliards), les dépenses d'investissements (+60,0 milliards) et des prestations sociales (+6,2 milliards). Toutefois, certains postes de dépenses ont baissé, à savoir les subventions et autres transferts (-20,8 milliards) et les prêts-nets (-2,4 milliards).

2. Déficit budgétaire base ordonnancement.

Concernant les agrégats monétaires, les avoirs extérieurs nets sont ressortis à 1.784,7 milliards à fin décembre 2014 après 1.558,5 milliards à fin 2013, soit une progression de 226,2 milliards. Quant au crédit intérieur, il s'est inscrit en hausse de 799,3 milliards, en passant de 4.137,3 milliards à fin décembre 2013 à 4.936,7 milliards à fin décembre 2014. Cette consolidation est imputable aussi bien à l'endettement bancaire net de l'État (+183,7 milliards) qu'aux crédits à l'économie (+615,7 milliards). Il en a résulté un accroissement de la masse monétaire de 882,8 milliards.

I – COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Les transactions courantes ont enregistré un excédent de 252,2 milliards en 2014, soit +1,5% du PIB, contre un déficit de 208,8 milliards (-1,4% du PIB) en 2013, en liaison essentiellement avec une amélioration du solde des échanges de biens et une diminution du déficit du revenu secondaire.

Tableau 2 : Evolution de la balance courante

(En milliards de FCFA)

Poste	2010	2011	2012	2013	2014
Biens et services	900,4	1 974,4	572,1	453,4	846,9
Biens	1 793,7	2 816,3	1 565,6	1 479,2	1 914,8
Services	-893,3	-842,0	-993,5	-1 025,8	-1 067,9
Revenu primaire	-452,7	-466,3	-469,9	-445,1	-449,3
Revenu secondaire	-217,6	-251,6	-265,8	-217,1	-145,4
Solde du compte courant	230,2	1 256,4	-163,7	-208,8	252,2
Solde du compte courant (hors dons)	164,3	1 245,4	-193,3	-314,1	85,2
PIB Nominal	12 324,7	11 976,7	13 804,9	15 459,8	16 935,5
Solde courant (en pourcentage du PIB)	1,9%	10,5%	-1,2%	-1,4%	1,5%

Sources : DCPE, BCEAO

I.1 - Balance commerciale de biens

En 2014, la balance des biens³ est ressortie excédentaire à 1.914,8 milliards, après 1.479,2 milliards en 2013, soit un raffermissement de 29,4% dû à une augmentation en valeur des exportations plus prononcée que celle des importations.

Tableau 3 : Evolution de la balance commerciale

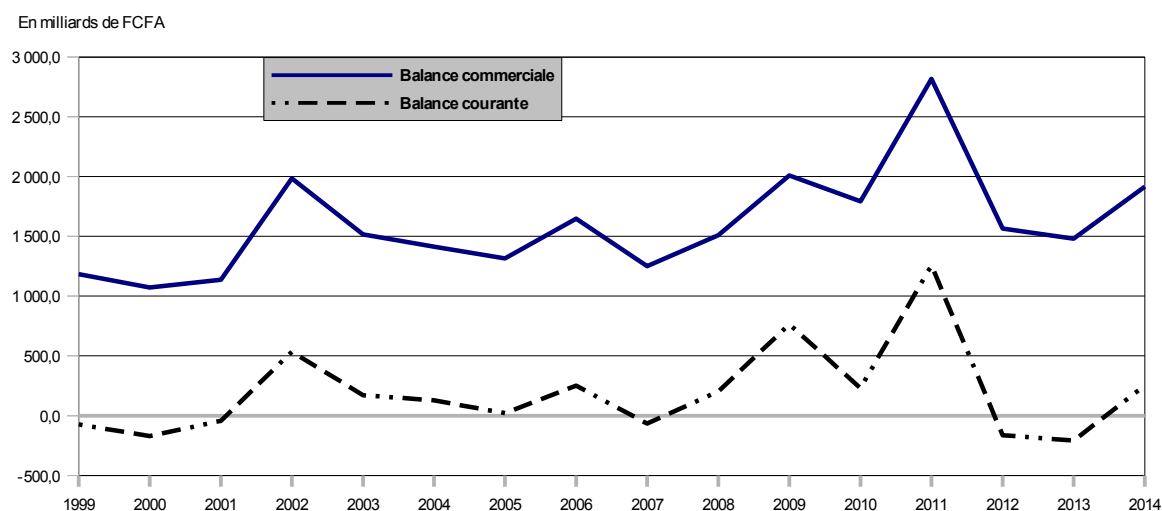
(En milliards de FCFA)

Postes	2010	2011	2012	2013	2014
Exportations de biens, base balance des paiements	5 651,2	5 962,1	6 189,4	5 952,9	6 411,3
dont cacao	1 884,3	1 969,4	1 722,1	1 931,8	2 288,6
part	33,3%	33,0%	27,8%	32,5%	35,7%
dont produits pétroliers	1 608,5	1 740,4	2 003,7	1 693,4	1 544,1
part	28,5%	29,2%	32,4%	28,4%	24,1%
Importations de biens, base balance des paiements	3 857,5	3 145,7	4 623,7	4 473,6	4 496,5
dont produits pétroliers	1 385,0	1 274,1	1 962,2	1 824,4	1 676,3
part	35,9%	40,5%	42,4%	40,8%	37,3%
dont riz	227,5	268,1	349,3	233,2	216,4
part	5,9%	8,5%	7,6%	5,2%	4,8%
Balance commerciale de biens	1 793,7	2 816,3	1 565,6	1 479,2	1 914,8
Taux de couverture des importations de biens par les exportations de biens	146,5%	189,5%	133,9%	133,1%	142,6%
Taux de couverture des importations de biens et services par les exportations de biens et services	116,9%	144,2%	109,3%	107,6%	114,2%
Degré d'ouverture commerciale	46,9%	45,5%	46,4%	40,0%	37,8%

Sources : DGD, BCEAO

3. Les statistiques douanières font l'objet de quelques corrections. Il s'agit notamment d'ajustements de champ couvert. Après ajustement des données du Commerce Général, les coûts de l'assurance et du fret inclus dans les importations CAF sont déduits, afin d'obtenir des valeurs FOB. Ces charges d'assurance et de fret sont imputées à des rubriques de la balance des services. (voir appendice à la fin du document).

Graphique 1 : Evolution de la balance commerciale et de la balance courante



Source : BCEAO

I.1.1 - Exportations de biens

I.1.1.1 - Evolution globale des exportations de biens

En 2014, les exportations de biens (base balance des paiements) ressortent à 6.411,3 milliards, après 5.952,9 milliards un an plus tôt, soit un redressement de 458,5 milliards ou +7,7%, sous l'impulsion des marchandises générales (+396,4 milliards ou +7,0%) et de l'or non monétaire (+63,5 milliards ou +22,3%).

Tableau 4 : Evolution des exportations de biens

(En milliards de FCFA)

Postes	2010	2011	2012	2013	2014
Marchandises générales	5 560,5	5 694,0	5 858,5	5 667,2	6 063,6
Dont réexportations	0,0	0,6	0,2	5,9	0,6
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	0,5	-3,4	4,0	1,5	0,1
Or non monétaire	90,3	271,5	326,9	284,2	347,6
Total exportations de biens	5 651,2	5 962,1	6 189,4	5 952,9	6 411,3

Sources : DGD, BCEAO

En particulier, les biens cédés aux autres pays de l'UEMOA se chiffrent à 811,6⁴ milliards en 2014, après 740,4 milliards en 2013, soit une hausse de 71,2 milliards (+9,6%).

Les biens vendus aux pays de la zone euro s'établissent à 2.084,5 milliards en 2014, après 2.176,4 milliards l'année d'avant, soit un fléchissement de 4,2%.

4. Données corrigées. Ce niveau tient compte des corrections effectuées sur les chiffres des Douanes ivoiriennes à partir de la confrontation avec les données fournies par les pays partenaires et des estimations du commerce non contrôlé.

I.1.1.2 - Composition des exportations de biens

En 2014, les exportations, selon les statistiques douanières hors plateformes de forage, se composent de produits primaires à hauteur de 50,4% et de produits transformés à concurrence de 49,6%, contre respectivement 50,7% et 49,3% en 2013.

Les produits primaires sont dominés par ceux issus de l'Agriculture industrielle et d'exportation (78,3% en 2014 contre 73,9% en 2013) et les produits miniers (21,0% en 2014 contre 25,4% en 2013).

Au niveau des produits transformés, ceux manufacturés sont prépondérants (56,0% en 2014 contre 59,2% en 2013). Ils sont suivis des produits issus de la première transformation (38,3% en 2014 contre 34,3% en 2013).

Tableau 5 : Principaux groupes de produits exportés

(En milliards de FCFA)

Types de produits	2010	2011	2012	2013	2014
	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur
Produits primaires	2 648,2	3 216,1	3 095,7	3 024,3	3 265,0
part dans les exportations douanières	50,5%	55,5%	51,3%	50,7%	50,4%
Agriculture, Élevage, Pêche	15,9	16,1	23,0	20,8	22,6
part dans les exportations douanières	0,3%	0,3%	0,4%	0,3%	0,3%
part dans les produits primaires	0,6%	0,5%	0,7%	0,7%	0,7%
Agriculture Industrielle et d'Exportation	1 995,9	2 306,9	2 098,3	2 235,9	2 557,2
part dans les exportations douanières	38,1%	39,8%	34,8%	37,5%	39,5%
part dans les produits primaires	75,4%	71,7%	67,8%	73,9%	78,3%
Produits miniers	636,4	893,2	974,4	767,6	685,2
part dans les exportations douanières	12,1%	15,4%	16,1%	12,9%	10,6%
part dans les produits primaires	24,0%	27,8%	31,5%	25,4%	21,0%
Produits transformés	2 595,6	2 581,4	2 942,5	2 944,7	3 207,7
part dans les exportations douanières	49,5%	44,5%	48,7%	49,3%	49,6%
Produits de la première transformation	997,4	934,4	984,0	1 009,2	1 227,6
part dans les exportations douanières	19,0%	16,1%	16,3%	16,9%	19,0%
part dans les produits transformés	38,4%	36,2%	33,4%	34,3%	38,3%
Conserves et Préparation Alimentaires	156,7	179,1	195,6	192,6	183,6
part dans les exportations douanières	3,0%	3,1%	3,2%	3,2%	2,8%
part dans les produits transformés	6,0%	6,9%	6,6%	6,5%	5,7%
Produits manufacturés	1 441,5	1 467,9	1 762,9	1 742,9	1 796,4
part dans les exportations douanières	27,5%	25,3%	29,2%	29,2%	27,8%
part dans les produits transformés	55,5%	56,9%	59,9%	59,2%	56,0%
Total exportations commerce général Douanes	5 243,8	5 797,5	6 038,2	5 969,0	6 472,6

Sources : DGD, BCEAO

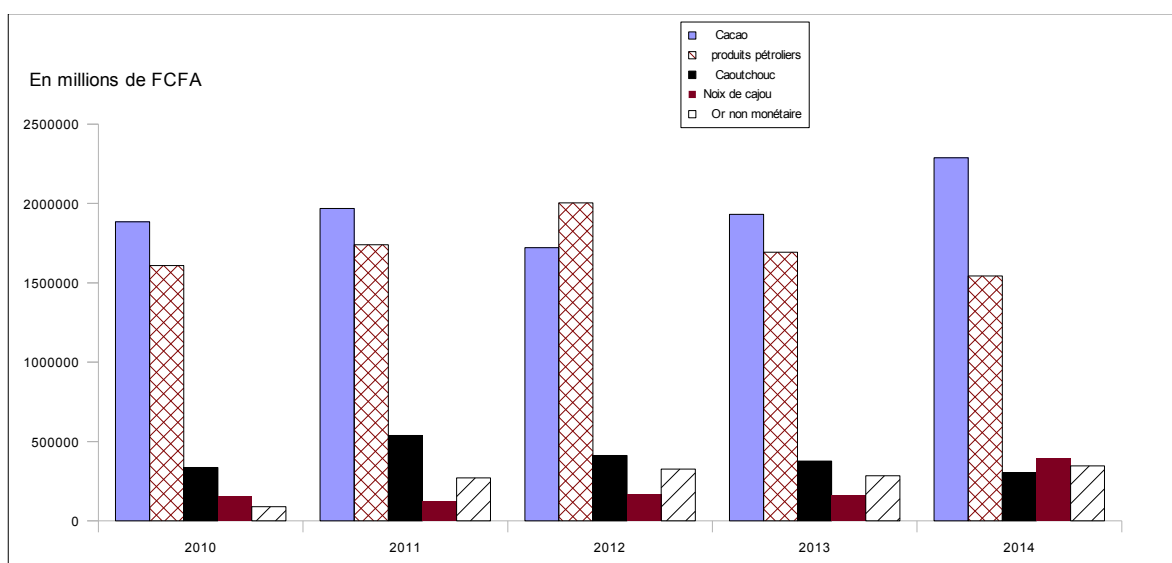
Cinq produits, hors biens exceptionnels, demeurent les principales ventes extérieures en 2014. Il s'agit notamment du cacao, des produits pétroliers, de la noix de cajou, de l'or non monétaire et du caoutchouc. Ils représentent 76,0% des recettes d'exportation en 2014 après 74,7% en 2013. Leurs différentes évolutions sont retracées ci-dessous :

- les exportations de *cacao (fèves et préparations)* se sont établies à 2.288,6 milliards, après 1.931,8 milliards en 2013, soit une augmentation de 356,8 milliards (+18,5%), après une hausse de 209,7 milliards un an auparavant. Cette performance est imputable, d'une part, à l'amélioration des cours et à la réduction de la contrebande vers les pays limitrophes⁵ et, d'autre part, à l'accroissement de la production de cacao, en lien avec l'entrée en production de la variété « Mercedes » dans le cadre de la poursuite du programme Qualité, Quantité et Croissance (2QC) ;

5. Le prix d'achat garanti aux producteurs (60% du prix international Caf) s'est affiché à 750 FCFA/Kg de janvier à septembre, puis à 850 FCFA/Kg entre octobre et décembre 2014. Sur l'année 2014, le prix moyen pondéré aux producteurs s'est situé à 802 FCFA/Kg contre 733 FCFA/Kg un an plus tôt (Source : rapport CNPE à fin décembre 2014).

- *les recettes pétrolières* sont ressorties à 1.544,1 milliards, après 1.693,4 milliards en 2013, soit un fléchissement de 149,3 milliards ou -8,8%. Cette contre-performance est imputable à la chute des cours mondiaux, aux difficultés techniques rencontrées sur certaines unités qui ont occasionné des arrêts de production, à la contraction des marges de raffinage sur une grande partie de l'année et à la chute de la production des permis CI 26 (-8,3%) et CI 40 (-31,3%) ;
- s'agissant de la *noix de cajou*, les exportations ont progressé de 233,9 milliards (+148,0%), sous l'impulsion d'une bonne tenue des cours et d'une dynamique haussière de la production. La filière a bénéficié de la mise en œuvre de certaines réformes portant, d'une part, sur le relèvement et le respect du prix bord champ et, d'autre part, sur la mise à disposition d'une sacherie visant à préserver la qualité de la noix ;
- concernant l'*or non monétaire*, les exportations se sont élevées à 347,6 milliards, après 284,2 milliards en 2013, soit un rebond de 63,4 milliards (+22,3%) dû à une augmentation de la production résultant de l'entrée en exploitation de la mine d'Agbaou.
- pour ce qui est du *caoutchouc*, les ventes à l'étranger reculent de 74,1 milliards (-19,7%), en relation avec la baisse sensible des cours mondiaux de ce produit ;

Graphique 2 : Evolution des principaux produits exportés



Source : BCEAO

S'agissant des exportations à destination de l'UEMOA, telles que saisies au cordon douanier, leur structure est caractérisée par la prédominance des marchandises suivantes :

- les produits pétroliers (48,3% des ventes en 2014 après 43,9% en 2013) ;
- l'huile de palme (5,8% des commercialisations en 2014 après 7,7% en 2013) ;
- les plastiques (4,2% des expéditions en 2014 après 5,1% en 2013) ;

- le tabac (4,0% des exportations en 2014 après 4,5% en 2013) ;
- les savons (3,6% des cessions en 2014 après 4,2% en 2013).

En 2014, ces produits ont représenté globalement 65,9% des cessions à destination des autres pays de l'Union contre 65,5% l'année antérieure.

I.1.1.3 - Orientation géographique des exportations de biens

Sur la base des statistiques douanières (commerce général hors biens exceptionnels), les ventes à destination de l'Europe ressortent à 2.629,0 milliards, contre 2.037,0 milliards pour l'Afrique, 909,1 milliards pour l'Asie et 805,4 milliards pour l'Amérique en 2014. Ces chiffres sont consécutifs à 2.506,4 milliards pour l'Europe, 2.104,2 milliards pour l'Afrique, 737,3 milliards pour l'Amérique et 554,1 milliards pour l'Asie l'année précédente.

Ainsi, l'Europe demeure le principal débouché de la Côte d'Ivoire. La part de ce continent est ressortie à 40,6% en 2014 après 42,0% en 2013. L'Europe est suivie par l'Afrique avec une part de 31,5% en 2014, après 35,3% en 2013. Viennent ensuite l'Asie avec une part qui s'est établie à 14,0% en 2014, après 9,3% en 2013 et l'Amérique avec une part qui est ressortie stable à 12,4% en 2014 comme un an plus tôt.

En Europe, les principaux clients des opérateurs économiques résidents sont les *Pays-Bas* (9,9% du total des exportations et 24,4% des ventes à la zone en 2014, après respectivement 9,6% et 23,0% en 2013), la *France* (6,7% du total des exportations et 16,5% des ventes à la zone en 2014, après respectivement 7,6% et 18,1% en 2013) et la *Belgique* (4,3% du total des exportations et 10,7% des ventes à la zone en 2014, après respectivement 4,4% et 10,6% en 2013).

En Afrique, le *Nigeria* demeure le premier consommateur des produits ivoiriens (5,7% du total des expéditions et 18,2% des cessions au continent en 2014, après respectivement 8,9% et 25,2% en 2013).

En Amérique, les envois de marchandises sont principalement destinés aux *Etats-Unis* (8,3% du total des exportations et 66,9% des ventes à la zone en 2014, après respectivement 7,9% et 63,6% en 2013) et au *Canada* (2,7% du total des expéditions et 21,9% des cessions à la zone en 2014, après respectivement 3,5% et 28,6% en 2013).

En Asie, les acheteurs les plus importants sont l'*Inde* (4,1% du total des exportations et 28,9% des ventes à la zone en 2014, après respectivement 2,1% et 22,6% en 2013) et la *Chine* (1,1% du total des envois et 7,8% des cessions à la zone en 2014, après respectivement 1,3% et 13,6% en 2013).

En prenant en compte les ajustements qui ont été opérés sur les statistiques douanières à partir de la confrontation avec les données fournies par les autres pays de l'UEMOA et de l'estimation du commerce non contrôlé, la ventilation géographique des exportations ne subit pas de modification notable, l'Europe (part de 40,8% en 2014, après 41,8% en 2013) demeurant le principal débouché de la Côte d'Ivoire, devant l'Afrique (part de 31,2% en 2014, après 35,5% une année auparavant), l'Asie (part de 14,1% en 2013, après 9,2% l'année antérieure) et l'Amérique (part de 12,5% en 2013, après 12,3% un an plus tôt).

En particulier, concernant les recettes issues des exportations à destination des autres pays de l'UEMOA, leur part dans les recettes totales s'est établie à 12,6% en 2014, après 12,4% en 2013. Le Burkina et le Mali demeurent les principaux consommateurs de produits ivoiriens avec respectivement 44,3% et 23,9% des exportations ivoiriennes à destination de l'UEMOA, soit globalement 68,2%, après 69,5% en 2013. Le Togo occupe la troisième place avec une part de 14,0% devant le Sénégal (9,1%), le Niger (4,5%), le Bénin (4,2%) et la Guinée-Bissau (0,1%).

Tableau 6 : Exportations de la Côte d'Ivoire vers les autres pays de l'UEMOA*(En millions de FCFA)*

PAYS PARTENAIRES	2010*		2011*		2012*		2013*		2014*	
	Valeurs	En %	Valeurs	En %	Valeurs	En %	Valeurs	En %	Valeurs	En %
BENIN	46 981	9,1	66 040	11,2	96 528	12,4	38 329,2	5,2	33 689,9	4,2
BURKINA	215 335	41,5	201 847	34,4	290 731	37,3	329 435,1	44,5	359 849,6	44,3
GUINEE BISSAU	1 499	0,3	557	0,1	390	0,1	221,3	0,0	443,0	0,1
MALI	122 494	23,6	115 720	19,7	158 102	20,3	184 945,6	25,0	194 183,3	23,9
NIGER	29 934	5,8	23 396	4,0	35 864	4,6	34 744,9	4,7	36 584,0	4,5
SENEGAL	30 426	5,9	93 825	16,0	115 035	14,8	72 958,4	9,9	73 614,5	9,1
TOGO	72 273	13,9	85 656	14,6	82 597	10,6	79 786,8	10,8	113 222,9	14,0
TOTAL EXPORTATIONS	518 943	100,0	587 041	100,0	779 247	100,0	740 421,2	100,0	811 587,2	100

Sources : DGD, BCEAO

* Données ajustées sur la base des travaux de la Cellule sous-régionale

I.1.2 - Importations de biens**I.1.2.1 - Evolution globale des importations de biens**

En s'établissant à 4.496,5 milliards en 2014, après 4.473,6 milliards en 2013, les importations de biens FOB (base balance des paiements) ont enregistré un relèvement de 22,9 milliards ou +0,5%.

En valeur CAF, les achats de biens en provenance des pays de la zone euro s'établissent à 1.419,7 milliards, après 1.454,8 milliards l'année d'avant, soit une contraction de 2,4%. Quant aux biens acquis auprès des autres pays de l'UEMOA, ils s'élèvent à 158,3^e milliards en valeur CAF, après 189,2 milliards en 2013, soit un fléchissement de 16,3%.

Tableau 7 : Evolution des importations de biens FOB*(En milliards de FCFA)*

Poste	2010	2011	2012	2013	2014
Marchandises générales	3 857,5	3 145,7	4 623,7	4 473,6	4 496,5
Or non monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Négoce	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total importations de biens	3 857,5	3 145,7	4 623,7	4 473,6	4 496,5
Importations de biens / PIB nominal	31,3%	26,3%	33,5%	28,9%	26,6%

Source : BCEAO

I.1.2.2 - Composition des importations de biens

En 2014, les importations CAF, hors biens exceptionnels, sont composées de biens intermédiaires à hauteur de 38,8% contre 42,1% en 2013, d'autres biens de consommation à concurrence de 28,7% contre 25,0% un an plus tôt, de biens d'équipement à hauteur de 16,0% contre 15,7% l'année précédente et de produits alimentaires dans une proportion de 16,5% contre 17,1% l'année d'avant.

Les achats d'autres biens de consommation, de biens d'équipement (hors biens exceptionnels) et de produits alimentaires ont augmenté, tandis que ceux de biens intermédiaires ont baissé.

6. Données ajustées

Ainsi, en 2014, les importations CAF d'autres biens de consommation et de produits alimentaires se sont renforcées respectivement de 20,5% et de 0,9%. Ces importations sont en lien avec l'augmentation de la demande de viandes et abats comestibles, de préparations alimentaires diverses, de boissons, de produits pharmaceutiques, de plastiques, d'appareils électroménagers, de produits divers des industries chimiques, d'autres articles textiles et friperies ainsi que de meubles et mobiliers médico-chirurgical.

Quant aux acquisitions de biens d'équipement, ils ont progressé de 6,7%, en liaison avec la réalisation d'ouvrages publics, le regain de l'activité économique, l'implantation de nouvelles usines et le renouvellement de certains outils de production dans le secteur privé.

En revanche, les acquisitions de biens intermédiaires se sont contractées de 3,3%, sous l'effet des baisses simultanées des achats de pétrole brut, en lien avec les difficultés de fonctionnement de certaines unités de production de produits pétroliers, et des cours du baril.

Tableau 8 : Principaux types de produits importés

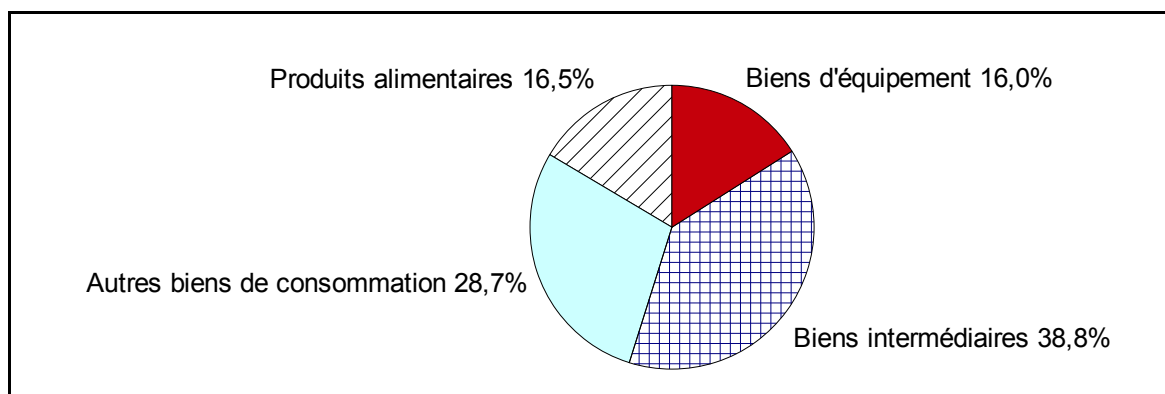
(En milliards de FCFA)

Types de produits	2010	2011	2012	2013	2014
	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur
Produits alimentaires	737,4	782,2	1 010,1	892,5	900,4
part dans les importations	18,5%	21,8%	19,0%	17,1%	16,5%
Poissons	169,7	190,0	236,3	234,2	231,1
part dans les importations	4,2%	5,3%	4,5%	4,5%	4,2%
<i>part dans les produits alimentaires</i>	<i>23,0%</i>	<i>24,3%</i>	<i>23,4%</i>	<i>26,2%</i>	<i>25,7%</i>
Riz semi-blanchi	227,5	268,1	349,3	233,2	216,4
part dans les importations	5,7%	7,5%	6,6%	4,5%	4,0%
<i>part dans les produits alimentaires</i>	<i>30,9%</i>	<i>34,3%</i>	<i>34,6%</i>	<i>26,1%</i>	<i>24,0%</i>
Blé tendre	72,9	87,5	111,4	105,4	93,5
part dans les importations	1,8%	2,4%	2,1%	2,0%	1,7%
<i>part dans les produits alimentaires</i>	<i>9,9%</i>	<i>11,2%</i>	<i>11,0%</i>	<i>11,8%</i>	<i>10,4%</i>
Autres biens de consommation	1 262,5	1 127,2	1 465,5	1 303,2	1 570,3
part dans les importations	31,6%	31,3%	27,6%	25,0%	28,7%
Produits pétroliers	549,6	448,2	557,7	379,5	383,7
part dans les importations	13,8%	12,5%	10,5%	7,3%	7,0%
<i>part dans les autres biens de consommation</i>	<i>43,5%</i>	<i>39,8%</i>	<i>38,1%</i>	<i>29,1%</i>	<i>24,4%</i>
Produits pharmaceutiques	116,8	125,6	148,9	135,2	189,5
part dans les importations	2,9%	3,5%	2,8%	2,6%	3,5%
<i>part dans les autres biens de consommation</i>	<i>9,3%</i>	<i>11,1%</i>	<i>10,2%</i>	<i>10,4%</i>	<i>12,1%</i>
Plastiques	136,1	131,9	166,2	189,2	209,0
part dans les importations	3,4%	3,7%	3,1%	3,6%	3,8%
<i>part dans les autres biens de consommation</i>	<i>10,8%</i>	<i>11,7%</i>	<i>11,3%</i>	<i>14,5%</i>	<i>13,3%</i>
Biens intermédiaires	1 384,9	1 278,9	2 071,1	2 196,9	2 124,8
part dans les importations	34,7%	35,6%	39,0%	42,1%	38,8%
Pétrole brut	835,4	825,9	1 404,6	1 444,9	1 292,6
part dans les importations	20,9%	23,0%	26,5%	27,7%	23,6%
<i>part dans les biens intermédiaires</i>	<i>60,3%</i>	<i>64,6%</i>	<i>67,8%</i>	<i>65,8%</i>	<i>60,8%</i>
Produits chimiques	73,1	71,1	86,1	90,9	122,2
part dans les importations	1,8%	2,0%	1,6%	1,7%	2,2%
<i>part dans les biens intermédiaires</i>	<i>5,3%</i>	<i>5,6%</i>	<i>4,2%</i>	<i>4,1%</i>	<i>5,8%</i>
Fer, fonte, acier et ouvrages	152,8	102,1	184,1	211,9	269,4
part dans les importations	3,8%	2,8%	3,5%	4,1%	4,9%
<i>part dans les biens intermédiaires</i>	<i>11,0%</i>	<i>8,0%</i>	<i>8,9%</i>	<i>9,6%</i>	<i>12,7%</i>
Biens d'équipement	611,3	407,4	757,9	820,9	876,2
part dans les importations	15,3%	11,3%	14,3%	15,7%	16,0%
Machines mécaniques	271,7	180,1	342,8	394,6	406,7
part dans les importations	6,8%	5,0%	6,5%	7,6%	7,4%
<i>part dans les biens d'équipement</i>	<i>44,5%</i>	<i>44,2%</i>	<i>45,2%</i>	<i>48,1%</i>	<i>46,4%</i>
Matériel de transport routier	126,9	89,8	148,4	155,0	192,8
part dans les importations	3,2%	2,5%	2,8%	3,0%	3,5%
<i>part dans les biens d'équipement</i>	<i>20,8%</i>	<i>22,0%</i>	<i>19,6%</i>	<i>18,9%</i>	<i>22,0%</i>
Total importations CAF, commerce général douanes	3 996,2	3 595,6	5 304,6	5 213,5	5 471,7

Sources : DGD, BCEAO

Les principaux produits (hors biens exceptionnels) acquis auprès des fournisseurs non-résidents sont notamment le pétrole brut, les machines mécaniques, les produits pétroliers raffinés, le poisson, le riz, le fer, la fonte, l'acier et les ouvrages en acier. Ces produits représentent globalement 51,2% des achats en provenance de l'étranger.

Graphique 3 : Parts des principaux groupes de produits importés en 2014



Source : BCEAO

S'agissant des importations en provenance de l'UEMOA, telles que saisies au cordon douanier, leur structure est caractérisée, en 2014, par la prédominance du poisson (29,3% des acquisitions), des produits pétroliers (22,7% des achats), du sel alimentaire (6,3% des commandes), du coton (6,0% des ravitaillements), du tabac (4,2% des acquisitions) ainsi que des fruits et des légumes frais (4,1% des approvisionnements). Ces produits représentent globalement 72,6% des importations en provenance des autres pays de l'Union.

I.1.2.3 - Orientation géographique des importations de biens

La répartition géographique des importations CAF (commerce général douanes hors biens exceptionnels) est caractérisée en 2014 par un recul de la part de marché des pays d'Afrique au profit de celles des pays d'Europe, d'Asie et d'Amérique.

En effet, la part des importations ivoiriennes en provenance des pays d'Europe est passée de 31,0% en 2013 à 32,0% en 2014. Quant aux pays d'Amérique, leur part s'est établie à 8,1%, après 7,4% en 2013. L'Asie a vu sa part de marché ressortir à 26,5% en 2014, après 22,9% en 2013. S'agissant des pays d'Afrique, leur part a chuté à 30,6% en 2014, après 36,2% l'année précédente.

En Europe, le principal fournisseur demeure la *France* (12,4% du total des acquisitions et 38,8% des achats provenant de la zone en 2014, après respectivement 13,0% et 41,9% en 2013).

Il en est de même en Afrique pour le *Nigéria* (22,0% des importations globales et 71,9% des commandes issues du continent, après respectivement 27,4% et 75,6% en 2013).

En Asie, la Côte d'Ivoire se ravitaille majoritairement auprès de la *Chine* (8,9% du total des approvisionnements et 33,5% des livraisons issues de la zone en 2014, après respectivement 8,1% et 35,2% en 2013). *L'Inde*, avec une part de 4,9% du total des importations et 18,6% des commandes au continent en 2014 contre respectivement 3,1% et 13,4% en 2013, est le second fournisseur asiatique du pays devant la *Thaïlande*.

En Amérique, les achats proviennent principalement des *Etats-Unis* (4,0% du total des importations et 49,8% des achats issus de la zone en 2013, après respectivement 3,9% et 52,4% en 2013).

En prenant en compte les ajustements qui ont été opérés sur les statistiques douanières à partir de la confrontation avec les données fournies par les autres pays de l'UEMOA et de l'estimation du commerce non contrôlé, la ventilation géographique des importations CAF

reste caractérisée par un recul de la part de marché des pays d'Afrique au profit de celles des pays d'Europe, d'Asie et d'Amérique.

En effet, la part des importations ivoiriennes en provenance d'Afrique chute à 31,4% en 2014, après 37,3% en 2013. Quant aux pays d'Europe, leur part ressort à 31,6% en 2014, après 30,4% en 2013. L'Asie voit sa part de marché remonter à 26,2% en 2014, après 22,5% un an auparavant. S'agissant des pays d'Amérique, leur part progresse de 0,7 point de pourcentage pour se situer à 8,0% en 2014, après 7,3% l'année précédente.

En particulier, la fraction des importations de la Côte d'Ivoire en provenance des pays de l'UEMOA recule de 0,7 point de pourcentage, en se situant à 2,9% des importations totales, après 3,6% en 2013. Par rapport aux importations d'origine africaine, la part de l'UEMOA régresse également, passant de 9,6% en 2013 à 9,1% en 2014, soit un repli de 0,5 point de pourcentage.

Les principaux fournisseurs de la Côte d'Ivoire au niveau de l'UEMOA sont le Sénégal dont la part de marché ressort à 32,9% en 2014, après 27,3% en 2013, le Mali dont la part de marché ressort à 25,8% en 2014, après 39,3% en 2013, et le Togo dont la part passe de 12,6% en 2013 à 21,1% en 2014. Ils sont suivis par le Burkina (10,3%) et le Bénin (7,2%).

Tableau 9 : Importations de la Côte d'Ivoire en provenance de l'UEMOA

(en millions de FCFA)

	2010*		2011*		2012*		2013*		2014*	
PAYS PARTENAIRES	Valeurs	En %	Valeurs	En %	Valeurs	En %	Valeurs	En %	Valeurs	En %
BENIN	14 379	11,5	16 101	10,9	13 507	6,5	11 009	5,8	11 364	7,2
BURKINA	13 867	11,1	16 752	11,3	22 041	10,7	21 582	11,4	16 231	10,3
GUINEE BISSAU	0	0,0	615	0,4	272	0,1	2 146	1,1	0	0,0
MALI	22 465	18,0	44 799	30,3	62 654	30,4	74 435	39,3	40 909	25,8
NIGER	5 883	4,7	6 173	4,2	3 316	1,6	4 610	2,4	4 440	2,8
SENEGAL	43 661	34,9	36 512	24,7	49 579	24,0	51 620	27,3	52 056	32,9
TOGO	24 798	19,8	27 044	18,3	54 981	26,6	23 805	12,6	33 340	21,1
TOTAL IMPORTATIONS	125 051	100,0	147 996	100,0	206 350,0	100,0	189 207	100,0	158 340	100,0

Sources : DGD, BCEAO

* Données ajustées sur la base des travaux de la Cellule sous-régionale

I.2 - Balance des services

Le solde déficitaire des services s'est creusé de 42,1 milliards, en liaison avec l'accroissement de la consommation de services de bâtiments et travaux publics et une forte demande en divers services spécialisés en matière d'études, de conseils et d'ingénierie par les sociétés minières, pétrolières et de télécommunications.

Tableau 10 : Evolution de la balance des services*(En milliards de FCFA)*

Poste	2010	2011	2012	2013	2014
Transport	-683,2	-614,6	-807,5	-788,7	-800,8
Dont fret	-631,1	-560,6	-709,6	-694,5	-692,7
Voyage	-74,9	-94,1	-98,0	-98,9	-107,5
Autres services	-135,2	-133,4	-88,1	-138,2	-159,6
Total services nets	-893,3	-842,0	-993,5	-1 025,8	-1 067,9

Source : BCEAO

I.2.1 - Exportations de services

Les recettes issues des services fournis aux non-résidents se sont dégradées de 3,4% par rapport à l'année 2013, sous l'effet de la contraction des ventes de divers services.

Tableau 11 : Exportations de services*(En milliards de FCFA)*

Poste	2010	2011	2012	2013	2014
Transport	117,0	69,7	72,1	68,5	69,7
Voyage	99,5	85,1	87,8	89,4	91,0
Autres services	368,9	325,0	342,8	304,0	285,6
Total services vendus	585,4	479,8	502,7	461,9	446,4

Source : BCEAO

I.2.2 - Importations de services

Comparées à l'année antérieure, les dépenses de consommation de services ont augmenté en liaison avec l'accroissement de la demande de services de voyages, de bâtiments et travaux publics ainsi que de divers services spécialisés en matière d'études, de conseils et d'ingénierie par les sociétés minières, pétrolières et de télécommunications en pleine expansion dans le pays.

Tableau 12 : Importations de services*(En milliards de FCFA)*

Postes	2010	2011	2012	2013	2014
Transport	-800,3	-684,3	-879,6	-857,3	-870,6
dont fret	-662,8	-560,6	-777,7	-757,4	-755,8
Voyage	-174,4	-179,1	-185,7	-188,3	-198,5
Autres services	-504,1	-458,3	-430,9	-442,2	-445,2
Total services reçus	-1 478,7	-1 321,7	-1 496,3	-1 487,8	-1 514,3

Source : BCEAO

I.3 - Compte de revenu primaire

Le déficit du compte du revenu primaire a atteint 449,3 milliards en 2014, après 445,1 milliards un an plus tôt, soit un creusement de 4,2 milliards induit principalement par l'accroissement des paiements de revenus d'investissements, consécutifs à l'augmentation des passifs financiers des entreprises vis-à-vis de l'étranger.

Tableau 13 : Evolution du compte de revenu primaire

<i>(En milliards de FCFA)</i>					
Poste	2010	2011	2012	2013	2014
Rémunérations des salariés	80,4	80,7	81,7	82,8	83,0
Revenus des investissements	-533,1	-546,8	-553,9	-528,0	-538,7
Dont intérêts sur la dette publique	-128,1	-129,7	-153,4	-99,1	-94,2
Autres revenus primaires	0,0	-0,3	2,4	0,1	6,4
Revenu primaire net	-452,7	-466,3	-469,9	-445,1	-449,3

Source : BCEAO

I.4 - Compte de revenu secondaire

Les revenus secondaires ont enregistré un déficit de 145,4 milliards, après un solde négatif de 217,1 milliards en 2013, soit une amélioration de 71,6 milliards liée à l'augmentation des aides budgétaires reçues par l'Administration Publique.

En effet, les transferts de l'Administration Publique ont affiché, en 2014, un solde positif de 124,2 milliards, en progression de 59,6 milliards par rapport à l'année précédente, sous l'effet conjugué du relèvement des aides budgétaires obtenues (167,1 milliards en 2014 contre 105,4 milliards en 2013).

Tableau 14 : Evolution du compte de revenu secondaire

<i>(En milliards de FCFA)</i>					
Poste	2010	2011	2012	2013	2014
Administration publique	35,4	-13,9	-22,1	64,6	124,2
Dont aide budgétaire	35,4	-13,8	-22,1	64,6	124,2
Autres secteurs	-253,0	-237,7	-243,7	-281,7	-269,6
Dont envois de fonds des travailleurs	-254,8	-236,9	-248,8	-256,4	-260,6
Revenu secondaire net	-217,6	-251,6	-265,8	-217,1	-145,4

Source : BCEAO

II – COMPTE DE CAPITAL

En 2014, le solde positif du compte de capital s'est situé à 138,6 milliards, après 94,8 milliards l'année précédente, déterminé essentiellement par les transactions de l'Administration Publique.

Tableau 15 : Evolution du compte de capital

<i>(En milliards de FCFA)</i>					
Poste	2010	2011	2012	2013	2014
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-0,3	-0,1	-0,5	-1,6	1,3
Transferts de capital	583,9	73,1	4 141,6	96,3	137,3
Administration publique	583,9	72,9	4 141,6	96,3	137,3
Dont remises de dettes	542,9	51,0	4 090,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0
Solde du compte de capital	583,6	73,0	4 141,1	94,8	138,6

Sources : DCPE, BCEAO

II.1 - Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits

Les transactions sur actifs incorporels (brevets, licences, droits d'auteur, marques) se sont soldées par un excédent de 1,3 milliard, soit un gain de 2,9 milliards par rapport à l'année antérieure.

II.2 - Transferts de capital

Le solde des transferts de capital s'est affiché à +137,3 milliards, après +96,3 milliards l'année précédente, sous l'effet de l'augmentation des entrées de ressources au titre des dons projets octroyés à l'Administration Publique.

III – COMPTE FINANCIER

Présenté selon l'optique BCEAO, ce compte affiche un solde positif de 89,9 milliards en 2014, après un solde négatif de 80,0 milliards en 2013. Ce solde recouvre un accroissement net des passifs de l'Administration Publique relatifs aux investissements de portefeuille et aux prêts, une augmentation des engagements des entreprises au titre des investissements directs étrangers et des investissements de portefeuille et une hausse des créances sur l'étranger au titre des numéraires, des dépôts et des crédits commerciaux.

Tableau 16 : Evolution du compte financier (optique BCEAO)

(En milliards de FCFA)

Poste	2010	2011	2012	2013	2014
Investissements directs	-155,6	-135,1	-161,3	-204,5	-208,9
Investissements de portefeuille	-230,0	-49,6	-72,6	-86,1	-462,8
Dérivés financiers	3,6	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	948,6	1 064,4	4 436,1	210,6	761,6
Solde du compte financier	566,7	879,7	4 202,1	-80,0	89,9

Sources : DCPE, BCEAO

III.1- Investissements directs étrangers

Les flux d'investissements directs étrangers se sont soldés par une entrée nette de capitaux de 208,9 milliards en 2014, après 204,5 milliards en 2013, en liaison avec l'implantation de nouvelles usines et le renouvellement de certains outils de production. Les acquisitions nettes d'actifs financiers relevant des investissements directs sont ressorties à +8,0 milliards contre +216,9 milliards d'accroissement net des passifs relevant de cette même catégorie.

- **Acquisitions nettes d'actifs financiers**

Contrairement à l'année 2013 où les résidents ivoiriens avaient effectué des retraits de capitaux à hauteur de 3,2 milliards de FCFA, l'année 2014 a été caractérisée par des placements d'avoirs financiers à hauteur de 8,0 milliards de FCFA.

De manière détaillée, la majeure partie des nouveaux investissements (16,3 milliards) tient essentiellement aux transactions sur les actions. Quant aux désinvestissements (8,3 milliards), ils correspondent à des remboursements de dettes initialement détenues sur des filiales à l'étranger.

- **Accroissement net des passifs financiers**

En 2014, les investissements directs étrangers reçus par l'économie ivoirienne se sont établis à 216,9 milliards de FCFA. Ils résultent de nouveaux investissements à hauteur de 225,3 milliards de FCFA et de retraits de capitaux à concurrence de 8,4 milliards de FCFA.

Ce montant net (216,9 milliards) d'entrées de ressources est le fait de placements sous forme d'actions à hauteur de 134,1 milliards et de financements sous forme d'instruments de dettes à concurrence de 82,8 milliards.

Les principaux secteurs d'activités, bénéficiaires nets, de ces entrées de fonds sont :

- *Mines* (35,6% des entrées de fonds) ;
- *Industrie manufacturière* (28,2% des ressources reçues) ;
- *Intermédiation financière* (11,5% des entrées de capitaux) ;
- *Communication* (8,6% des ressources obtenues) ;
- *Production et distribution d'électricité, gaz* (5,2% des entrées de capitaux) ;
- *Transport et entreposage* (4,8% des ressources reçues) ;
- *Commerce de gros* (3,9% des entrées de fonds) ;
- *Construction* (2,3% des ressources octroyées).

De manière détaillée, les nouveaux investissements (225,3 milliards) injectés dans les entreprises ivoiriennes relèvent aussi bien de prises de participations sous forme d'actions (139,6 milliards) que de dettes envers leurs maisons mères (85,7 milliards).

Les principaux secteurs d'activités bénéficiaires sont :

- *Mines* (35,6% des entrées de fonds) ;
- *Industrie manufacturière* (27,2% des ressources reçues) ;
- *Intermédiation financière* (11,3% des entrées de capitaux) ;
- *Communication* (8,3% des ressources obtenues) ;
- *Production et distribution d'électricité, gaz* (5,0% des entrées de fonds) ;
- *Transport et entreposage* (4,6% des ressources octroyées) ;
- *Commerce de gros et de détail* (4,6% des placements) ;
- *Construction* (2,2% des ressources reçues).

Les principaux pourvoyeurs des fonds sont :

- la France, avec 91,3 milliards (40,5% des ressources) investis majoritairement dans *l'exploitation minière, l'industrie manufacturière, le commerce de gros et de détail, la construction, les transports, l'entreposage* ainsi que dans *l'intermédiation financière, assurance et retraite* ;
- l'Angola, avec 22,0 milliards (9,8% des fonds) placés essentiellement dans *l'industrie manufacturière* ;
- la Lybie, avec 16,8 milliards (7,4% des capitaux) entièrement injectés dans *la communication* ;
- les Pays-Bas, avec 12,2 milliards (5,4% des placements) investis essentiellement dans *la production et distribution d'électricité et de gaz* ainsi que dans *le commerce de gros et de détail* ;
- le Togo, avec 12,2 milliards (5,4% des ressources) principalement placés dans *l'intermédiation financière, assurance et retraite* ;

- Singapour, avec 9,7 milliards (4,3% des ressources) principalement injectés dans *l'industrie manufacturière* ;
- le Royaume-Uni, avec 8,0 milliards (3,5% des ressources) investis essentiellement dans *l'industrie manufacturière* et *l'exploitation minière* ;
- la Suisse, avec 7,1 milliards (3,2% des ressources) principalement placés dans *l'industrie manufacturière* ;
- le Liban, avec 6,9 milliards (3,1% des ressources) injectés dans *l'industrie manufacturière* et *la communication* ;
- le Luxembourg, avec 6,5 milliards (2,9% des ressources) principalement investis dans *les transports et entreposage* ;
- le Burkina, avec 4,8 milliards (2,1% des ressources) principalement placés dans *l'intermédiation financière, assurance et retraite* ;

Ces pays totalisent 87,6% des entrées de fonds relevant des investissements directs.

En ce qui concerne les désinvestissements (8,4 milliards), ils relèvent aussi bien de cessions, par les non-résidents, de certaines participations détenues dans les entreprises ivoiriennes (5,4 milliards), que de remboursements de dettes intra-groupes des filiales ivoiriennes à leurs maisons mères ou à d'autres sociétés du groupe (3,0 milliards).

Les principaux secteurs d'activités ayant subi ces retraits de ressources sont *l'exploitation minière* (3,0 milliards ou 35,4% des retraits de capitaux), *l'Agriculture, sylviculture, élevage* (2,7 milliards ou 32,8% des reprises de fonds) et *le commerce de gros et de détail* (1,9 milliards ou 22,7% des désinvestissements).

Ces retraits de capitaux sont le fait d'entités établies en Russie (2,4 milliards ou 28,1% des fonds désinvestis), en France (2,1 milliards ou 24,8% des capitaux désinvestis) et à Singapour (1,8 milliards ou 21,7% des capitaux retirés).

Tableau 17 : Structure des IDE de 2012 à 2014

		<i>Flux d'IDE (en Milliards de FCFA)</i>		
		Réalisations		
		2012	2013	2014
Investissement des étrangers en Côte d'Ivoire	nouveaux investissements	222,3	238,4	225,3
	liquidation d'investissements	-53,7	-37,1	-8,4
	Flux net	168,6	201,3	216,9
Investissements des ivoiriens à l'étranger	nouveaux investissements	14,5	2,3	16,3
	liquidation d'investissements	-7,2	-5,5	-8,3
	Flux net	7,3	-3,2	8,0
FLUX NET ANNUEL		161,3	204,5	208,9

Source : BCEAO

Graphique 4 : Evolution des flux nets d'IDE



Source : BCEAO

III.2 - Investissements de portefeuille

En 2014, les investissements de portefeuille se sont soldés par un accroissement net des passifs financiers de 462,8 milliards, après 86,1 milliards l'année précédente. Cette progression des engagements est impulsée principalement par les transactions sur les titres émis par le Trésor public ivoirien (448,7 milliards).

En particulier, les transactions sur les bons du Trésor public se soldent par une réduction nette des engagements financiers de 84,9 milliards, après une diminution nette de 5,1 milliards en 2013. Les nouvelles souscriptions se sont établies à 68,3 milliards, après 166,5 milliards en 2013. Quant aux amortissements, ils sont ressortis à 153,2 milliards en 2014, après un montant de 171,6 milliards enregistré en 2013.

Pour ce qui est des transactions sur les titres longs, notamment les obligations du Trésor public et les emprunts obligataires, elles se sont caractérisées par une augmentation nette des passifs financiers de 533,5 milliards, après 92,0 milliards un an plus tôt. Les nouvelles souscriptions sont ressorties à 637,4 milliards, après 171,3 milliards en 2013. Concernant les amortissements, ils se sont établis à 103,8 milliards, après 81,3 milliards l'année précédente.

III.3 - Dérivés financiers

Aucune transaction de cette catégorie n'a été enregistrée en 2014.

III.4 - Autres investissements

Les flux nets au titre des autres investissements sont ressortis à +761,6 milliards, après +210,6 milliards en 2013.

Les numéraires et dépôts sont caractérisés par une acquisition nette d'actifs de 350,4 milliards, après 204,6 milliards un an plus tôt, sous l'impulsion principalement des dépôts des autres secteurs.

S'agissant des prêts, ils ont affiché un solde négatif de 385,9 milliards en 2014, résultant d'une acquisition nette d'actifs financiers de 31,1 milliards et d'une hausse nette des passifs financiers de 417,0 milliards. Cette augmentation des engagements financiers est le résultat des tirages sur ressources extérieures effectués par l'Administration Publique et des financements à long terme obtenus par des entreprises opérant dans les secteurs de l'industrie manufacturière et de la construction.

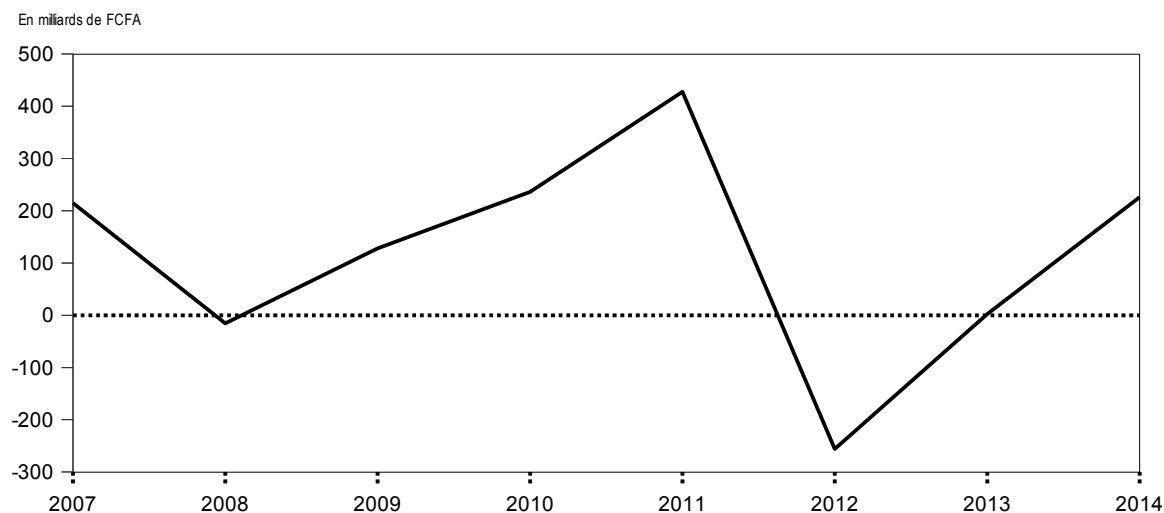
En particulier, les flux de passifs financiers concernant la Banque Centrale et l'Administration publique ont évolué comme suit :

- la Banque Centrale : 80,0 milliards d'augmentation nette des dettes au titre des *crédits et prêts du FMI autres que réserves* en 2014 après 74,6 milliards en 2013 ;
- l'Administration publique : 106,4 milliards d'accroissement net des dettes à long terme en 2014 après 215,3 milliards d'augmentation nette des mêmes passifs en 2013.

IV – CAPITAUX MONETAIRES

En 2014, présentée selon l'optique analytique de la BCEAO, l'évolution des transactions économiques s'est traduite par une consolidation de 226,2 milliards des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires, après une hausse de 2,6 milliards en 2013.

Graphique 5 : Evolution de la variation des avoirs extérieurs nets



Source : BCEAO

IV.1 - Avoirs et engagements de la Banque Centrale

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale se sont établis à 1.558,9 milliards en 2014, après 1.299,7 milliards l'année d'avant, soit un raffermissement de 259,2 milliards.

Les avoirs extérieurs bruts se sont consolidés de 438,3 milliards sous l'effet de toutes les composantes.

Quant aux engagements extérieurs bruts, ils ont augmenté de 179,1 milliards. Cette évolution reflète également l'accroissement de toutes les composantes.

Tableau 18 : Evolution des avoirs et engagements de la Banque centrale

(En milliards de FCFA)

	2010	2011	2012	2013	2014
Avoirs	1 785,8	2 208,4	1 951,5	2 010,2	2 448,5
- Position de réserve	5,9	21,1	-0,9	-7,2	16,6
- DTS détenus	207,7	212,4	208,6	199,9	213,5
- Autres créances	1 572,2	1 974,9	1 743,7	1 817,4	2 218,4
Engagements*	433,9	564,3	654,9	710,5	889,5
- Recours aux crédits du Fonds	189,0	310,8	391,8	447,0	562,8
- Banque et institutions étrangères	2,9	3,1	18,0	23,9	73,7
- Autres engagements	242,0	250,4	245,1	239,6	253,1
Avoirs extérieurs nets	1 351,9	1 644,1	1 296,6	1 299,7	1 558,9

Source : BCEAO

* y compris les DTS alloués

IV.2 - Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts

La position extérieure des banques est ressortie créditrice à 225,8 milliards, après 258,8 milliards en 2013, soit un reflux de 33,0 milliards.

Tableau 19 : Evolution des avoirs et engagements des banques

(En milliards de FCFA)

	2010	2011	2012	2013	2014
Avoirs	329,0	423,9	641,8	646,8	783,3
- Banques	329,0	423,9	641,8	646,8	783,3
Engagements	295,5	255,1	382,4	388,0	557,5
- Banques	295,5	255,1	382,4	388,0	557,5
Position monétaire extérieure*	33,5	168,9	259,4	258,8	225,8

Source : BCEAO

* Un signe négatif traduit une position extérieure débitrice, un signe positif traduit une position extérieure créditrice

IV.3 - Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts

Au titre de l'année 2014, les transactions économiques et financières ont eu globalement un effet bénéfique sur les avoirs extérieurs nets du système bancaire qui se sont améliorés de 226,2 milliards, après une légère hausse de 2,6 milliards en 2013.

Tableau 20 : Variation des avoirs extérieurs nets des Institutions monétaires

(En milliards de FCFA)

	2010	2011	2012	2013	2014
Variation des avoirs extérieurs nets des banques	-33,2	135,3	90,5	-0,6	-33,0
	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Variation des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale	269,4	292,2	-347,5	3,2	259,2
	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	236,2	427,5	-257,0	2,6	226,2

Source : BCEAO

V – POSITION EXTERIEURE GLOBALE

Au 31 décembre 2014, l'ensemble des avoirs de la Côte d'Ivoire s'est élevé à 11.360,8 milliards et les engagements à 9.976,3 milliards. Ainsi, la position extérieure globale a enregistré un solde positif de 1.384,5 milliards, après 1.057,2 milliards en 2013.

Les principales composantes des avoirs sont :

- les autres investissements d'un montant de 8.538,8 milliards dont 3.735,8 milliards au titre de la monnaie fiduciaire et des dépôts (avoirs en monnaies étrangères et avoirs en comptes à l'étranger) et 3.506,8 milliards au titre des crédits commerciaux ;
- les réserves officielles de change (avoirs extérieurs bruts de la BCEAO), qui se sont établies à 2.440,4 milliards, après 2.001,8 milliards un an plus tôt.

Quant aux engagements, ils ont pour principale composante les investissements directs et les emprunts dont les stocks sont ressortis respectivement à 3.815,5 milliards (après 3.598,5 milliards en 2014) et 3.677,1 milliards (après 3.224,3 milliards en 2013).

CONCLUSION

Le solde global de la balance des paiements s'est consolidé en 2014, avec un excédent de 273,8 milliards, après un résultat positif de 2,6 milliards en 2013.

En particulier, les transactions courantes ont enregistré un excédent, en liaison avec le rebond notable des exportations, qui a contrebalancé l'effet de l'augmentation des importations.

Le solde déficitaire des services s'est creusé, en relation avec l'accroissement de la consommation de services de bâtiments et travaux publics et une forte demande en divers services spécialisés.

De même, le déficit du compte du revenu primaire s'est aggravé, du fait principalement de la hausse des paiements de revenus d'investissements, consécutifs à l'augmentation des passifs financiers des entreprises vis-à-vis de l'étranger.

Quant aux revenus secondaires, leur déficit a baissé, grâce à l'accroissement des aides budgétaires reçues par l'Administration Publique.

Pour ce qui est du solde positif du compte de capital, il s'est amélioré, en liaison avec l'augmentation des dons projets obtenus par l'Administration Publique.

Le compte financier a retrouvé un solde positif. Il est caractérisé par une hausse des créances sur l'étranger au titre des numéraires, des dépôts et des crédits commerciaux, atténuée par un accroissement net des passifs de l'Administration Publique et des entreprises, respectivement en investissements de portefeuille et en investissements directs étrangers.

Au total, l'incidence des transactions économiques et financières a été globalement significative sur les avoirs extérieurs nets du système bancaire. La mise en œuvre de mesures susceptibles de renforcer le dispositif de rapatriement des recettes d'exportation, d'attirer davantage d'investissements directs étrangers, de dynamiser le tourisme et de réduire les déficits structurels des services, des revenus primaires et secondaires permettrait d'enregistrer de meilleurs résultats et contribuerait à réduire la vulnérabilité des comptes extérieurs.

APPENDICE CONCERNANT QUELQUES TRAITEMENTS ET AJUSTEMENTS OPERES SUR LES DONNEES DU COMMERCE GENERAL DOUANE

a) Ajustement de champ couvert

Il vise à corriger certaines distorsions dues à la présence de non-résidents sur le territoire et à celle de résidents à l'étranger (ex : déduction des importations des Ambassades).

Par ailleurs, il est procédé, sous cette rubrique, à l'estimation du commerce frontalier ainsi qu'à la prise en compte du commerce frauduleux. Ces traitements sont retracés ci-après :

Point des principaux ajustements de champ pour l'évaluation des marchandises générales	
Transactions sur marchandises générales	Observations
Biens achetés dans les ports et les aéroports par les transporteurs	A inclure
Biens qui pénètrent dans le territoire économique ou le quittent en dehors du circuit formel (avec transfert de propriété)	A inclure
Biens perdus ou détruits après transferts de propriété mais avant de franchir la frontière	A inclure
Biens acquis auprès d'autres économies pour être transformés à l'étranger	A inclure
Biens vendus à l'étranger après avoir été transformés dans d'autres économies	A inclure
Biens dans les entrepôts de douane ou autres zones (avec transfert de propriété)	A inclure
Effets personnels des migrants	A déduire
Biens expédiés aux ambassades, bases militaires, etc. par les autorités du pays d'origine ou vice versa	A déduire
Biens importés pour des projets de construction par des entreprises non résidentes	A déduire
Biens destinés à être réparés ou entreposés sans transferts de propriété	A déduire
Biens expédiés à l'étranger pour transformation ou retournés après avoir été transformés sans transfert de propriété	A déduire
Biens retournés (cas d'annulation du transfert de propriété)	A déduire
Echantillons sans valeur commerciale (pratiques courantes chez les sociétés minières, notamment en phase d'exploration)	A déduire
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	A déduire
Or non monétaire	A déduire

b) Ajustement de valeur

Au niveau du commerce général, les importations sont en valeur CAF. L'ajustement de valeur opéré consiste à scinder le montant des importations CAF en deux parties distinctes : d'une part, le montant FOB payé pour les marchandises proprement dites et, d'autre part, le montant supporté au titre de l'assurance et du transport desdites marchandises. Le montant des importations FOB est imputé dans le compte des biens, tandis que les charges d'assurance et de fret sont reversées dans les services.

ANNEXES

Annexe 1.1 : Balance des Paiements en termes de transactions (Présentation résumée)

Annexe 1.2 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)

Annexe 1.3 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions

Annexe 1.4 : Compte de transactions courantes

Annexe 1.5 : Compte de biens et services

Annexe 1.6 : Compte de biens

Annexe 1.7 : Evolution des exportations de biens

Annexe 1.8 : Exportations par principaux produits

Annexe 1.9 : Ventilation géographique des exportations de marchandises

Annexe 1.10 : Evolution des importations de biens

Annexe 1.11 : Importations par principaux produits

Annexe 1.12 : Ventilation géographique des importations de marchandises

Annexe 1.13 : Evolution de la balance des services

Annexe 1.14 : Evolution du compte du revenu primaire

Annexe 1.15 : Evolution du compte du revenu secondaire

Annexe 1.16 : Evolution du compte de capital

Annexe 1.17 : Evolution du compte financier

Annexe 1.18 : Ventilation géographique des investissements directs étrangers

Annexe 1.19 : Variation de la position extérieure globale nette

Annexe 2.1 : Evolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale

Annexe 2.2 : Evolution des avoirs et engagements des banques

Annexe 2.3 : Variation des avoirs extérieurs nets des Institutions monétaires

Annexe 2.4 : Composition des exportations

Annexe 2.5 : Composition des importations

Annexe 2.6 : Exportations de services

Annexe 2.7 : Importations de services

Annexe 2.8 : Exportations de marchandises par principaux produits

Annexe 2.9 : Importations de marchandises par principaux produits

Annexe 2.10 : Exportations à destination des autres pays de l'UEMOA

Annexe 2.11 : Importations en provenance des autres pays de l'UEMOA

Annexe 2.12 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2014 à partir des statistiques officielles

Annexe 2.13 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2014

Annexe 2.14 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2014

Annexe 2.15 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2014

Annexe 2.16 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2014

Annexe 2.17 : Balance des paiements de la Côte d'Ivoire au titre de l'année 2014, optique FMI résumé

Annexe 1.1 : Balance des Paiements en termes de transactions (Présentation résumée)

(En millions de FCFA)

Poste	Crédit	Débit	Solde
Compte des transactions courantes	7 267 924	7 015 755	252 169
Biens et services	6 857 748	6 010 811	846 936
Biens	6 411 331	4 496 498	1 914 833
Marchandises générales	6 063 601	4 496 498	1 567 103
Dont : Réexportations	634	0	634
Exportations nettes dans le cadre du négoce	124	0	124
Or non monétaire	347 605	0	347 605
Services	446 417	1 514 313	-1 067 896
Transport	69 732	870 581	-800 849
Dont : Fret	63 134	755 840	-692 706
Voyage	91 049	198 513	-107 463
Autres services	285 635	445 220	-159 585
Revenus primaires	116 696	566 024	-449 328
Revenus des salariés	93 511	10 489	83 022
Revenus des investissements	16 807	555 535	-538 728
Autres revenus primaires	6 378	0	6 378
Revenus secondaires	293 480	438 919	-145 439
Administrations publiques	167 074	42 910	124 164
Aides budgétaires	167 074	42 910	124 164
Autres secteurs	126 406	396 009	-269 603
Dont : Envois de fonds des travailleurs	97 678	358 281	-260 603
Compte de capital	139 754	1 184	138 570
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	2 453	1 184	1 269
Transfert en capital	137 301	0	137 301
Administrations publiques	137 282	0	137 282
Remises de dettes	0	0	0
Autres secteurs	19	0	19
Compte financier	1 452 033	1 088 336	363 697
Investissements directs	8 008	216 936	-208 928
Investissements de portefeuille	2 041	464 860	-462 819
Dérivés financiers	0	0	0
Autres investissements	1 018 467	406 540	611 928
Avoirs de réserves	423 516	0	423 516
Erreurs et omissions nettes	-5 955 645	-5 928 604	-27 041

Source : BCEAO

Annexe 1.2 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)

(En millions de FCFA)

Poste	Crédit	Débit	Solde
Compte des transactions courantes	7 267 924	7 015 755	252 169
Biens et services	6 857 748	6 010 811	846 936
Biens	6 411 331	4 496 498	1 914 833
Marchandises générales	6 063 601	4 496 498	1 567 103
Dont : Réexportations	634	0	634
Exportations nettes dans le cadre du négoce	124	0	124
Or non monétaire	347 605	0	347 605
Services	446 417	1 514 313	-1 067 896
Transport	69 732	870 581	-800 849
Dont : Fret	63 134	755 840	-692 706
Voyage	91 049	198 513	-107 463
Autres services	285 635	445 220	-159 585
Revenus primaires	116 696	566 024	-449 328
Revenus des salariés	93 511	10 489	83 022
Revenus des investissements	16 807	555 535	-538 728
Autres revenus primaires	6 378	0	6 378
Revenus secondaires	293 480	438 919	-145 439
Administrations publiques	167 074	42 910	124 164
Aides budgétaires	167 074	42 910	124 164
Autres secteurs	126 406	396 009	-269 603
Dont : Envois de fonds des travailleurs	97 678	358 281	-260 603
Compte de capital	139 754	1 184	138 570
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	2 453	1 184	1 269
Transfert en capital	137 301	0	137 301
Administrations publiques	137 282	0	137 282
Remises de dettes	0	0	0
Autres secteurs	19	0	19
Compte financier	874 887	784 998	89 889
Investissements directs	8 008	216 936	-208 928
Investissements de portefeuille	2 041	464 860	-462 819
Dérivés financiers	0	0	0
Autres investissements	864 837	103 201	761 636
Administration publique	10 900	106 376	-95 476
Autres secteurs	853 937	-3 175	857 112
Erreurs et omissions nettes	-5 955 645	-5 928 604	-27 041
Solde global	577 146	303 338	273 808
Avoirs et engagements extérieurs	-577 146	-303 338	-273 808
Banque centrale	-423 516	-127 724	-295 792
Autres institutions de dépôts	-153 630	-175 614	21 984

Source : BCEAO

Annexe 1.3 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions

(En millions de FCFA)

Poste	2010	2011	2012	2013	2014
Compte des transactions courantes	230 156	1 256 449	-163 651	-208 846	252 169
Biens et services	900 426	1 974 373	572 101	453 375	846 936
Biens	1 793 690	2 816 344	1 565 638	1 479 221	1 914 833
Marchandises générales	1 702 952	2 548 306	1 234 740	1 193 526	1 567 103
Dont : Réexportations	0	647	217	5 900	634
Exportations nettes dans le cadre du négoce	481	-3 432	4 003	1 543	124
Or non monétaire	90 257	271 470	326 895	284 153	347 605
Services	-893 264	-841 970	-993 537	-1 025 846	-1 067 896
Transport	-683 230	-614 560	-807 490	-788 747	-800 849
Dont : Fret	-631 071	-560 627	-709 572	-694 453	-692 706
Voyage	-74 855	-94 054	-97 974	-98 936	-107 463
Autres services	-135 180	-133 355	-88 074	-138 163	-159 585
Revenus primaires	-452 685	-466 348	-469 922	-445 134	-449 328
Revenus des salariés	80 393	80 747	81 651	82 794	83 022
Revenus des investissements	-533 078	-546 820	-553 929	-528 037	-538 728
Autres revenus primaires	0	-275	2 355	109	6 378
Revenus secondaires	-217 586	-251 577	-265 830	-217 087	-145 439
Administrations publiques	35 389	-13 862	-22 133	64 633	124 164
Dont Aides budgétaires	35 389	-13 837	-22 122	64 633	124 164
Autres secteurs	-252 975	-237 715	-243 696	-281 720	-269 603
Dont : Envois de fonds des travailleurs	-254 784	-236 939	-248 786	-256 402	-260 603
Compte de capital	583 585	72 973	4 141 121	94 771	138 570
Acquisitions/cessions d'actifs non fin. Non prod.	-316	-87	-453	-1 563	1 269
Transfert en capital	583 901	72 861	4 141 574	96 333	137 301
Administrations publiques	583 901	72 861	4 141 564	96 333	137 282
Remises de dettes	542 907	51 000	4 090 034	0	0
Autres secteurs	0	0	10	0	19
Compte financier	566 700	879 731	4 202 136	-79 976	89 889
Investissements directs	-155 551	-135 098	-161 313	-204 471	-208 928
Investissements de portefeuille	-230 003	-49 582	-72 649	-86 147	-462 819
Dérivés financiers	3 632	0	0	0	0
Autres investissements	948 622	1 064 411	4 436 098	210 642	761 636
Administration publique	446 077	-413 732	3 973 290	-190 731	-95 476
Autres secteurs	502 544	1 478 143	462 808	401 373	857 112
Erreurs et omissions nettes	-12 334	-21 034	-39 063	36 695	-27 041
Solde global	234 706	428 657	-263 500	2 595	273 808
Avoirs et engagements extérieurs	-234 706	-428 657	263 500	-2 595	-273 808
Banque centrale	-282 447	-299 438	354 983	-3 184	-295 792
Autres institutions de dépôts	47 741	-129 219	-91 483	589	21 984

Source : BCEAO

Annexe 1.4 : Compte de transactions courantes

(En millions de FCFA)

Poste	2010	2011	2012	2013	2014
Biens et services	900 426	1 974 373	572 101	453 375	846 936
Biens	1 793 690	2 816 344	1 565 638	1 479 221	1 914 833
Services	-893 264	-841 970	-993 537	-1 025 846	-1 067 896
Revenus primaires	-452 685	-466 348	-469 922	-445 134	-449 328
Revenus secondaires	-217 586	-251 577	-265 830	-217 087	-145 439
Solde du compte courant	230 156	1 256 449	-163 651	-208 846	252 169
Solde du compte courant (hors dons)	164 313	1 245 449	-193 329	-314 057	85 179
PIB Nominal	12 324 723	11 976 725	13 804 940	15 459 777	16 935 498
Solde courant (en pourcentage du PIB)	1,9%	10,5%	-1,2%	-1,4%	1,5%

Source : DCPE, BCEAO

Annexe 1.5 : Compte de biens et services

(En millions de FCFA)

Poste	2010	2011	2012	2013	2014
Exportations de biens et services	6 236 661	6 441 816	6 692 101	6 414 786	6 857 748
Importations de biens et services	5 336 236	4 467 443	6 120 000	5 961 411	6 010 811
Balance commerciale de biens et services	900 426	1 974 373	572 101	453 375	846 936
Taux de couverture des importations par les exportations (en pourcentage)	116,9%	144,2%	109,3%	107,6%	114,1%
Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)	46,9%	45,5%	46,4%	40,0%	38,0%

Source : BCEAO

Annexe 1.6 : Compte de biens

(En millions de FCFA)

Poste	2010	2011	2012	2013	2014
Exportations de biens	5 651 217	5 962 063	6 189 352	5 952 852	6 411 331
Importations de biens	3 857 527	3 145 720	4 623 714	4 473 631	4 496 498
Balance commerciale de biens	1 793 690	2 816 344	1 565 638	1 479 221	1 914 833
Taux de couverture des importations par les exportations (en pourcentage)	116,9%	144,2%	109,3%	107,6%	114,1%
Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)	46,9%	45,5%	46,4%	40,0%	38,0%

Source : BCEAO

Annexe 1.7 : Evolution des exportations de biens

(En millions de FCFA)

Poste	2010	2011	2012	2013	2014
Marchandises générales	5 560 479	5 694 025	5 858 453	5 667 157	6 063 601
Dont réexportations	0	647	217	5 900	634
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	481	-3 432	4 003	1 543	124
Or non monétaire	90 257	271 470	326 896	284 153	347 605
Total exportations de biens	5 651 217	5 962 063	6 189 352	5 952 852	6 411 331

Source : BCEAO

Annexe 1.8 : Exportations par principaux produits

(En milliards de FCFA)

Poste	2010	2011	2012	2013	2014
Cacao	1 884,3	1 969,4	1 722,1	1 931,8	2 288,6
<i>dont cacao en fèves</i>	<i>1 227,2</i>	<i>1 428,9</i>	<i>1 185,5</i>	<i>1 322,2</i>	<i>1 505,9</i>
<i>dont cacao transformé</i>	<i>657,1</i>	<i>540,5</i>	<i>536,6</i>	<i>609,6</i>	<i>782,7</i>
Produits pétroliers	1 608,5	1 740,4	2 003,7	1 693,4	1 544,1
<i>dont pétrole brut</i>	<i>537,3</i>	<i>618,5</i>	<i>640,2</i>	<i>473,5</i>	<i>322,5</i>
<i>dont produits pétroliers</i>	<i>1 071,1</i>	<i>1 121,9</i>	<i>1 363,5</i>	<i>1 219,9</i>	<i>1 221,6</i>
Noix de cajou	153,1	124,3	167,3	158,0	391,8
Or non monétaire	90,3	271,5	326,9	284,2	347,6
Caoutchouc	337,6	539,0	412,8	376,8	302,7
Divers	1 577,6	1 317,5	1 556,5	1 508,7	1 536,5
Total exportations de biens	5 651,2	5 962,1	6 189,4	5 952,9	6 411,3

Source : DGD, BCEAO

Annexe 1.9 : Ventilation géographique des exportations de marchandises

(En millions de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2010	2011	2012	2013	2014
EUROPE	2 356 527	2 223 732	2 316 762	2 506 382	2 628 951
UNION EUROPEENNE	2 198 403	2 061 793	2 058 379	2 300 065	2 301 412
ZONE EURO	2 054 743	1 995 355	1 914 449	2 176 408	2 084 510
France	378 059	357 764	307 813	454 395	432 477
Allemagne	257 312	388 894	418 369	397 771	270 827
Italie	180 518	166 414	151 267	144 570	185 146
Pays-Bas	724 197	631 538	490 321	575 599	641 631
Belgique	163 286	172 541	221 538	265 446	281 156
AUTRES PAYS DE L'UE	143 661	66 438	143 930	462 285	216 902
Royaume-Uni	137 761	60 172	132 932	123 658	114 547
AUTRES PAYS D'EUROPE	158 124	161 940	258 383	206 317	327 539
Suisse	84 377	78 433	138 101	125 660	202 410
Russie	2 521	2 827	1 104	1 529	1 521
AFRIQUE	1 997 493	2 005 323	2 308 196	3 292 402	2 316 983
UEMOA	550 450	575 775	756 829	718 771	834 152
Bénin	77 840	64 509	92 892	36 106	35 711
Burkina	210 252	199 451	285 225	324 632	359 203
Côte d'Ivoire	0	0	0	0	0
Guinée-Bissau	1 500	360	332	170	453
Mali	120 131	115 511	151 533	185 838	206 213
Niger	26 106	22 295	32 544	27 457	42 689
Sénégal	58 828	88 500	111 909	66 703	74 605
Togo	55 792	85 149	82 395	77 865	115 278
CEDEAO (hors UEMOA)	1 064 004	956 258	1 002 705	1 570 064	703 463
Nigeria	573 305	634 630	631 249	530 025	369 727
Ghana	388 170	157 432	224 602	939 146	231 431
CEMAC	196 514	107 072	176 299	644 491	169 885
Cameroun	35 399	13 239	68 739	79 197	67 139
Gabon	13 646	7 862	19 811	462 891	9 613
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	186 525	366 217	372 363	359 075	609 482
Afrique du Sud	54 269	286 701	202 059	175 651	441 582
Maroc	6 679	7 244	9 014	9 366	10 309
Tunisie	10 968	5 113	5 911	11 192	4 207
Algérie	45 482	17 339	57 604	63 581	43 317
Libye	115	33	302	322	68
Egypte	4 982	1 233	2 153	1 160	2 172
AMERIQUE	722 135	1 031 179	786 320	737 346	805 389
USA	526 584	624 351	449 366	469 289	538 629
Canada	119 585	300 269	235 052	211 046	176 122
Brésil	27 984	61 987	64 547	15 351	28 716
ASIE	393 631	478 195	551 493	554 070	909 104
Chine	39 115	54 973	55 515	75 316	70 836
Japon	2 088	1 417	4 911	3 094	4 062
Inde	150 149	133 033	183 320	125 429	262 947
Pakistan	1 731	1 694	452	1 550	1 385
Emirats arabes unis	2 802	3 358	5 708	4 060	6 416
Thaïlande	5 487	4 963	4 377	7 509	7 549
Autres pays	69 931	59 086	78 234	66 956	92 249
TOTAL	5 539 718	5 797 515	6 041 006	7 157 156	6 752 676

Source : DGD, BCEAO

Annexe 1.10 : Evolution des importations de biens

(En millions de FCFA)

Poste	2010	2011	2012	2013	2014
Marchandises générales	3 857 527	3 145 720	4 623 713	4 473 631	4 496 498
Or non monétaire	0	0	0	0	0
Négoce	0	0	0	0	0
Total importations de biens	3 857 527	3 145 720	4 623 714	4 473 631	4 496 498
Importations de biens / PIB nominal	31,3%	26,3%	33,5%	28,9%	26,6%

Source : BCEAO

Annexe 1.11 : Importations par principaux produits

(En millions de FCFA)

Poste	2010	2011	2012	2013	2014
Produits alimentaires	737 424	782 155	1 010 130	892 538	900 389
Autres biens de consommation courante	712 928	679 018	907 856	923 749	1 186 597
Produits énergétiques	1 384 984	1 274 074	1 962 237	1 824 378	1 676 283
<i>dont pétrole brut</i>	835 402	825 924	1 404 571	1 444 917	1 292 625
<i>dont produits pétroliers</i>	549 582	448 150	557 667	379 461	383 659
Matières premières et biens intermédiaires	549 520	452 997	666 497	751 963	832 211
Biens d'équipement	1 027 436	407 388	959 812	2 144 680	1 179 385
Produits divers					
Total importations de biens CAF	4 412 291	3 595 632	5 506 532	6 537 307	5 774 865
Total importations de biens FOB	3 857 527	3 145 720	4 623 714	4 473 631	4 496 498

Source : DGD, BCEAO

Annexe 1.12 : Ventilation géographique des importations de marchandises

(En millions de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2010	2011	2012	2013	2014
EUROPE	1 415 532	1 146 119	1 717 696	1 689 945	1 749 499
UNION EUROPEENNE	1 262 134	1 035 625	1 574 918	1 548 723	1 605 237
ZONE EURO	1 142 467	970 653	1 343 478	1 454 788	1 419 740
France	490 723	395 351	689 414	676 696	679 233
Allemagne	108 035	86 397	122 872	134 029	173 042
Italie	90 728	98 482	103 248	91 936	119 420
Pays-Bas	164 544	92 539	129 690	182 508	162 147
Belgique	56 975	38 901	83 135	102 698	81 229
AUTRES PAYS DE L'UE	119 667	64 972	231 439	360 856	185 498
Royaume-Uni	70 821	41 771	193 121	93 935	108 539
AUTRES PAYS D'EUROPE	153 398	110 494	142 778	141 222	144 261
Suisse	24 585	22 835	19 092	20 833	18 337
Russie	12 193	20 506	13 057	23 256	40 491
AFRIQUE	1 369 491	1 132 687	1 768 714	2 208 492	1 672 028
UEMOA	61 803	107 409	128 105	98 661	92 218
Bénin	12 949	36 703	9 494	6 492	6 064
Burkina	1 761	1 910	17 010	16 017	7 970
Côte d'Ivoire	0	0	0	0	0
Guinée-Bissau	994	724	320	2 525	0
Mali	543	180	5 770	3 973	3 052
Niger	355	429	1 907	886	2 478
Sénégal	42 138	39 484	49 867	53 270	46 831
Togo	3 063	27 980	43 736	15 497	25 824
CEDEAO (hors UEMOA)	1 051 124	789 233	1 375 686	1 510 537	1 245 682
Nigeria	1 022 071	747 611	1 299 527	1 426 115	1 203 016
Ghana	11 253	13 892	57 946	59 674	41 696
CEMAC	38 235	36 838	38 366	49 167	42 086
Cameroun	1 531	1 057	1 766	2 134	10 615
Gabon	8 955	2 819	240	1 133	645
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	218 330	199 208	226 558	550 127	292 042
Afrique du Sud	66 931	40 560	64 620	55 888	68 448
Maroc	33 899	29 849	41 629	75 572	83 272
Tunisie	11 448	13 800	17 072	17 152	26 322
Algérie	217	5 066	5 261	390	4 596
Libye	857	11	2 128	135	1 046
Egypte	16 171	11 102	17 064	20 863	19 293
AMERIQUE	570 522	357 190	663 280	1 107 997	746 011
USA	170 286	142 962	179 042	203 060	220 318
Canada	9 446	9 701	15 729	13 199	14 956
Brésil	30 429	41 869	44 981	39 376	35 507
ASIE	943 983	868 904	1 272 033	1 472 621	1 451 408
Chine	276 777	220 979	370 908	700 097	486 797
Japon	88 502	65 800	97 661	97 664	96 411
Inde	85 437	85 041	199 681	159 753	270 199
Pakistan	24 941	43 961	14 587	16 738	17 665
Emirats arabes unis	13 770	10 276	17 951	22 585	24 842
Thaïlande	164 520	164 330	149 032	129 463	118 936
Autres pays	112 763	90 732	84 810	58 253	155 920
TOTAL	4 412 291	3 595 632	5 506 532	6 537 307	5 774 865

Source : DGD, BCEAO

Annexe 1.13 : Evolution de la balance des services

(En millions de FCFA)

Poste	2010	2011	2012	2013	2014
Transport	-683 230	-614 560	-807 490	-788 747	-800 849
Dont fret	-631 071	-560 627	-709 572	-694 453	-692 706
Voyage	-74 855	-94 054	-97 974	-98 936	-107 463
Autres services	-135 180	-133 355	-88 074	-138 163	-159 585
Total services nets	-893 264	-841 970	-993 537	-1 025 846	-1 067 896

Source : BCEAO

Annexe 1.14 : Evolution du compte du revenu primaire

(En millions de FCFA)

Poste	2010	2011	2012	2013	2014
Rémunérations des salariés	80 393	80 747	81 651	82 794	83 022
Revenus des investissements	-533 078	-546 820	-553 929	-528 037	-538 728
Dont intérêts sur la dette publique	-128 080	-129 680	-153 350	-99 130	-94 150
Autres revenus primaires	0	-275	2 355	109	6 378
Revenu primaire net	-452 685	-466 348	-469 922	-445 134	-449 328

Source : BCEAO

Annexe 1.15 : Evolution du compte du revenu secondaire

(En millions de FCFA)

Poste	2010	2011	2012	2013	2014
Administration publique	35 389	-13 862	-22 133	64 633	124 164
Dont aide budgétaire	35 389	-13 837	-22 122	64 633	124 164
Autres secteurs	-252 975	-237 715	-243 696	-281 720	-269 603
Dont envois de fonds des travailleurs	-254 784	-236 939	-248 786	-256 402	-260 603
Revenu secondaire net	-217 586	-251 577	-265 830	-217 087	-145 439

Source : BCEAO

Annexe 1.16 : Evolution du compte de capital

(En millions de FCFA)

Poste	2010	2011	2012	2013	2014
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-316	-87	-453	-1 563	1 269
Transferts de capital	583 901	73 060	4 141 574	96 333	137 301
Administration publique	583 901	72 861	4 141 564	96 333	137 282
Dont remises de dettes	542 907	51 000	4 090 034	0	0
Autres secteurs	0	199	10	0	19
Solde du compte de capital	583 585	72 973	4 141 121	94 771	138 570

Source : DCPE, BCEAO

Annexe 1.17 : Evolution du compte financier (optique BCEAO)

(En millions de FCFA)

Poste	2010	2011	2012	2013	2014
Investissements directs	-155 551	-135 098	-161 313	-204 471	-208 928
Investissements de portefeuille	-230 003	-49 582	-72 649	-86 147	-462 819
Dérivés financiers	3 632	0	0	0	0
Autres investissements	948 622	1 064 411	4 436 098	210 642	761 636
Solde du compte du compte financier	566 700	879 731	4 202 136	-79 976	89 889

Source : DCPE, BCEAO

Annexe 1.18 : Ventilation géographique des investissements directs étrangers

(En millions de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2010	2011	2012	2013	2014
EUROPE			37 705,1	101 465,7	125 069,1
UNION EUROPEENNE			33 571,7	87 487,1	117 015,2
ZONE EURO			35 568,5	90 044,5	109 314,6
Allemagne			-199,2	-180,9	0,0
Belgique			23 994,7	1 323,6	987,0
France			9 270,8	50 188,3	89 200,8
Italie			-181,7	-700,0	344,5
Pays-Bas			-95,0	39 121,9	12 055,7
AUTRES PAYS DE L'UE			-1 996,7	-2 557,4	7 700,6
Royaume-Uni			-351,7	-2 944,0	7 813,3
AUTRES PAYS D'EUROPE			4 133,3	13 978,6	8 054,0
Suisse			4 132,9	13 964,1	6 868,0
Russie			0,0	0,0	1 186,0
AFRIQUE			64 768,0	103 580,9	64 441,8
UEMOA			-980,2	10 073,2	18 597,3
Bénin			1,0	-1 144,0	289,0
Burkina			0,0	4 558,8	4 785,6
Côte d'Ivoire			0,0	0,0	0,0
Guinée-Bissau			0,0	0,0	0,0
Mali			-981,1	-2 369,9	1 006,5
Niger			0,0	0,0	0,0
Sénégal			-0,1	137,9	351,3
Togo			0,0	8 890,5	12 164,9
CEDEAO (hors UEMOA)			1,0	52 366,2	1 778,5
Ghana			1,0	-16,9	377,2
Nigeria			0,0	52 383,1	1 401,3
CEMAC			44,9	-7 389,1	1 631,6
Cameroun			39,9	-4 940,2	156,7
Gabon			5,0	-2 448,9	1 474,9
AUTRES PAYS D'AFRIQUE			65 702,2	48 530,6	42 434,4
Afrique du Sud			70 777,5	4 209,2	4,3
Algérie			0,0	0,0	0,0
Egypte			0,0	0,0	0,0
Libye			0,0	32 403,2	16 329,7
Maroc			0,0	7 644,1	1 413,7
Tunisie			0,0	4 183,5	100,0
AMERIQUE			-1 328,8	-1 221,8	5 716,0
Brésil			0,0	0,0	0,0
Canada			0,0	0,0	52,2
USA			397,5	-865,9	1 453,0
ASIE			80 330,9	-2 508,2	16 879,9
Chine			227,0	0,0	-305,1
Emirats arabes unis			0,0	-1 113,2	0,0
Inde			74 933,3	129,1	2 344,5
Japon			0,0	0,0	0,0
Pakistan			0,0	0,0	0,0
Singapour			3 914,7	3 723,3	7 892,7
Thaïlande			0,0	0,0	0,0
Autres pays			-12 861,2	-7,0	4 829,3
TOTAL			168 614,0	201 309,6	216 936,1

Source : BCEAO

Annexe 1.19 : Variation de la position extérieure globale nette

(En millions de FCFA)

Poste	Début de période	Autres flux	Fin de période
Stock d'actifs financiers	9 893 784	15 014	11 360 831
Investissements directs	57 323		65 331
Investissements de portefeuille	314 300		316 341
Dérivés financiers	0		0
Autres investissements	7 520 314	0	8 538 781
Autres titres de participaton	47 185		58 085
Monnaie fiduciaire et dépôts	3 224 521		3 735 769
Prêts	282 302		313 379
Régime d'assurance, de pension et de garantie	20 180		20 233
Crédits commerciaux	3 047 440		3 506 782
Autres comptes à payer/à recevoir	898 686		904 533
Avoirs de réserves	2 001 847	15 014	2 440 378
Or monétaire			
Droits de tirage spéciaux	199 932	13 957	213 862
Position de réserve au FMI	-7 150	1 057	16 604
Autres avoirs de réserve	1 809 065		2 209 913
Stocks de passifs financiers	8 836 616	51 343	9 976 295
Investissements directs	3 598 542		3 815 478
Investissements de portefeuille	838 945		1 303 805
Dérivés financiers	0		0
Autres investissements	4 399 129	51 343	4 857 011
Autres titres de participation	0		0
Monnaie fiduciaire et dépôts	226 603		387 413
Prêts	3 224 292	35 844	3 677 101
Régime d'assurance, de pension et de garantie	25 537		25 501
Crédits commerciaux	459 422		289 801
Autres comptes à payer/à recevoir	235 409		233 830
Droits de tirage spéciaux	227 866	15 499	243 365
Position extérieure globale nette (A) - (B)	1 057 168	-36 328	1 384 537

Source : BCEAO

Annexe 2.1: Evolution des avoirs et engagements de la Banque centrale

	2010	2011	2012	2013	2014
Avoirs	1 785 795	2 208 380	1 951 484	2 010 218	2 448 488
- Position de réserve	5 905	21 056	-891	-7 150	16 604
- DTS détenus	207 702	212 382	208 637	199 932	213 502
- Autres créances	1 572 189,3	1 974 942	1 743 738	1 817 436	2 218 383
Engagements*	433 926	564 328	654 923	710 474	889 540
- Recours aux crédits du Fonds	188 995,7	310 819	391 757	446 958	562 821
- Banque et institutions étrangères	2 883,3	3 090	18 021	23 918	73 656
- Autres engagements	242 047,1	250 419	245 145	239 598	253 064
Avoirs extérieurs nets	1 351 869	1 644 052	1 296 560	1 299 745	1 558 948

Source : BCEAO

* y compris les DTS alloués

Annexe 2.2 : Evolution des avoirs et engagements des banques

	2010	2011	2012	2013	2014
Avoirs	329 049	423 931	641 767	646 805	783 274
- Banques	329 049	423 931	641 767	646 805	783 274
Engagements	295 500	255 068	382 391	388 018	557 508
- Banques	295 500	255 068	382 391	388 018	557 508
Position monétaire extérieure*	33 549	168 863	259 376	258 787	225 766

Source : BCEAO

* Un signe négatif traduit une position extérieure débitrice, un signe positif traduit une position extérieure créditrice

Annexe 2.3 : Variation des avoirs extérieurs nets des Institutions monétaires

	2010	2011	2012	2013	2014
Variation des avoirs extérieurs nets des banques	-33 172	135 314	90 513	-589	-33 021
Variation des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale	269 394	292 183	-347 492	3 184	259 204
TOTAL	236 222	427 497	-256 979	2 595	226 183

Source : BCEAO

Annexe 2.4 : Composition des exportations

Types de produits	2010	2011	2012	2013	2014
	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur
Produits primaires	2 648 164,9	3 216 068,1	3 095 713,5	3 024 275,5	3 264 972,0
part dans les exportations douanières	50,5%	55,5%	51,3%	50,7%	50,4%
Agriculture, Élevage, Pêche	15 945,9	16 054,0	22 989,0	20 773,3	22 573,6
part dans les exportations douanières	0,3%	0,3%	0,4%	0,3%	0,3%
part dans les produits primaires	0,6%	0,5%	0,7%	0,7%	0,7%
Agriculture Industrielle et d'Exportation	1 995 859,9	2 306 861,5	2 098 292,5	2 235 852,4	2 557 233,0
part dans les exportations douanières	38,1%	39,8%	34,8%	37,5%	39,5%
part dans les produits primaires	75,4%	71,7%	67,8%	73,9%	78,3%
Produits miniers	636 359,0	893 152,6	974 432,0	767 649,8	685 165,3
part dans les exportations douanières	12,1%	15,4%	16,1%	12,9%	10,6%
part dans les produits primaires	24,0%	27,8%	31,5%	25,4%	21,0%
Produits transformés	2 595 641,6	2 581 446,1	2 942 495,2	2 944 714,7	3 207 665,1
part dans les exportations douanières	49,5%	44,5%	48,7%	49,3%	49,6%
Produits de la première transformation	997 387,7	934 408,0	984 017,4	1 009 205,5	1 227 632,6
part dans les exportations douanières	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
part dans les produits transformés	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Conserves et Préparation Alimentaires	156 737,9	179 137,1	195 586,8	192 598,1	183 600,5
part dans les exportations douanières	3,0%	3,1%	3,2%	3,2%	2,8%
part dans les produits transformés	6,0%	6,9%	6,6%	6,5%	5,7%
Produits manufacturés	1 441 516,0	1 467 901,0	1 762 891,0	1 742 911,0	1 796 432,0
part dans les exportations douanières	27,5%	25,3%	29,2%	29,2%	27,8%
part dans les produits transformés	55,5%	56,9%	59,9%	59,2%	56,0%
Total exportations commerce général Douanes Hors biens exceptionnels	5 243 806,4	5 797 514,2	6 038 208,7	5 968 990,2	6 472 637,1

Source : DGD, BCEAO

Annexe 2.5 : Composition des importations

Types de produits	2010	2011	2012	2013	2014
	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur
Produits alimentaires	737 423,8	782 154,8	1 010 129,7	892 538,2	900 389,2
part dans les importations	18,5%	21,8%	19,0%	17,1%	16,5%
Poissons	169 666,4	189 951,3	236 299,5	234 198,6	231 141,7
part dans les importations	4,2%	5,3%	4,5%	4,5%	4,2%
part dans les produits alimentaires	23,0%	24,3%	23,4%	26,2%	25,7%
Riz semi-blanchi	227 520,7	268 136,7	349 274,1	233 164,0	216 374,9
part dans les importations	5,7%	7,5%	6,6%	4,5%	4,0%
part dans les produits alimentaires	30,9%	34,3%	34,6%	26,1%	24,0%
Blé tendre	72 924,5	87 480,2	111 386,4	105 408,3	93 549,2
part dans les importations	1,8%	2,4%	2,1%	2,0%	1,7%
part dans les produits alimentaires	9,9%	11,2%	11,0%	11,8%	10,4%
Autres biens de consommation	1 262 509,6	1 127 168,5	1 465 523,2	1 303 209,5	1 570 255,1
part dans les importations	31,6%	31,3%	27,6%	25,0%	28,7%
Produits pétroliers	549 581,9	448 150,4	557 666,9	379 460,8	383 658,5
part dans les importations	13,8%	12,5%	10,5%	7,3%	7,0%
part dans les autres biens de consommation	43,5%	39,8%	38,1%	29,1%	24,4%
Produits pharmaceutiques	116 786,6	125 589,1	148 932,7	135 227,3	189 508,8
part dans les importations	2,9%	3,5%	2,8%	2,6%	3,5%
part dans les autres biens de consommation	9,3%	11,1%	10,2%	10,4%	12,1%
Plastiques	136 148,6	131 890,3	166 166,5	189 221,4	208 976,3
part dans les importations	3,4%	3,7%	3,1%	3,6%	3,8%
part dans les autres biens de consommation	10,8%	11,7%	11,3%	14,5%	13,3%
Biens intermédiaires	1 384 922,3	1 278 920,6	2 071 067,7	2 196 879,6	2 124 835,9
part dans les importations	34,7%	35,6%	39,0%	42,1%	38,8%
Pétrole brut	835 402,2	825 923,6	1 404 570,5	1 444 917,0	1 292 624,7
part dans les importations	20,9%	23,0%	26,5%	27,7%	23,6%
part dans les biens intermédiaires	60,3%	64,6%	67,8%	65,8%	60,8%
Produits chimiques	73 056,2	71 108,1	86 125,9	90 944,6	122 233,5
part dans les importations	1,8%	2,0%	1,6%	1,7%	2,2%
part dans les biens intermédiaires	5,3%	5,6%	4,2%	4,1%	5,8%
Fer, fonte, acier et ouvrages	152 835,8	102 112,3	184 108,0	211 871,6	269 391,9
part dans les importations	3,8%	2,8%	3,5%	4,1%	4,9%
part dans les biens intermédiaires	11,0%	8,0%	8,9%	9,6%	12,7%
Biens d'équipement	611 308,0	407 388,0	757 870,0	820 913,0	876 200,0
part dans les importations	15,3%	11,3%	14,3%	15,7%	16,0%
Machines mécaniques	271 746,2	180 110,3	342 842,8	394 585,2	406 694,8
part dans les importations	6,8%	5,0%	6,5%	7,6%	7,4%
part dans les biens d'équipement	44,5%	44,2%	45,2%	48,1%	46,4%
Matériel de transport routier	126 854,1	89 788,7	148 421,1	155 038,1	192 793,6
part dans les importations	3,2%	2,5%	2,8%	3,0%	3,5%
part dans les biens d'équipement	20,8%	22,0%	19,6%	18,9%	22,0%
Total importations CAF, commerce général douanes hors biens exceptionnels	3 996 163,8	3 595 631,9	5 304 590,5	5 213 540,3	5 471 680,1

Source : DGD, BCEAO

Annexe 2.6 : Exportations de services

(En millions de FCFA)

Poste	2010	2011	2012	2013	2014
Transport	117 023	69 749	72 144	68 528	69 732
Voyage	99 506	85 053	87 761	89 398	91 049
Autres services	368 916	324 951	342 845	304 007	285 635
Total services nets	585 444	479 753	502 749	461 934	446 417

Source : BCEAO

Annexe 2.7 : Importations de services

(En millions de FCFA)

Postes	2010	2011	2012	2013	2014
Transport	-800 253	-684 309	-879 634	-857 275	-870 581
dont fret	-662 825	-560 630	-777 737	-757 388	-755 840
Voyage	-174 360	-179 107	-185 734	-188 334	-198 513
Autres services	-504 096	-458 307	-430 918	-442 170	-445 220
Total services importés	-1 478 709	-1 321 723	-1 496 286	-1 487 780	-1 514 313

Source : BCEAO

Annexe 2.8 : Exportations de marchandises par principaux produits

en millions fcsa, tonnes, mwh

EXPORTATIONS	2010		2011		2012		2013		2014	
	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité
PRODUITS PRIMAIRES	2 648 165	4 377 258	3 216 068	4 143 245	3 095 713	5 778 818	3 024 276	4 444 379	3 264 972	4 171 145
<i>Agriculture, Élevage, Pêche</i>	15 946	46 795	16 054	54 987	22 989	94 828	20 773	115 872	22 574	103 265
Riz	2 180	13 989	7 247	28 796	6 907	27 144	6 885	34 479	8 720	39 875
Légumes et tubercules alimentaires	2 517	8 340	883	5 371	954	9 656	765	9 727	1 227	12 386
Pêche	5 242	7 464	2 553	2 395	6 592	5 240	4 232	3 580	1 476	1 498
Crustacés, mollusques	1 383	623	1 131	324	1 338	707	1 191	946	1 783	1 105
Mangues fraîches	3 749	12 975	3 756	11 603	5 681	18 879	5 669	18 999	7 833	23 967
Papayes fraîches	53	454	23	370	23	426	17	393	18	332
Autres fruits et produits de l'élevage	821	2 949	462	6 128	1 494	32 776	1 814	47 748	1 517	24 101
<i>Dont Élevage et chasse</i>	44	12	4	1	13	1	5	389	104	24
Céréales	411	1 875	249	5 303	1 104	31 531	1 540	45 889	991	22 509
<i>Agriculture Industrielle et d'Exportation</i>	1 995 860	2 204 693	2 306 862	2 267 756	2 098 292	2 623 349	2 235 852	2 962 710	2 557 233	2 940 531
<i>Hors cacao</i>	768 655	1 413 780	878 003	1 194 474	912 751	1 611 717	913 647	1 850 154	1 051 337	1 823 531
Café vert	84 111	96 468	23 152	32 380	77 296	81 975	89 555	91 493	57 264	68 705
Cacao fèves	1 227 205	790 912	1 428 858	1 073 282	1 185 542	1 011 631	1 322 206	1 112 556	1 505 896	1 117 000
Noix de cajou	153 087	349 949	124 336	278 320	167 252	409 814	157 985	443 863	391 841	532 219
Ananas frais	10 657	54 956	12 789	64 116	11 883	58 911	9 508	47 251	7 987	39 489
Banane	67 075	335 593	63 166	320 101	71 221	369 353	74 643	354 774	69 130	326 126
Cola	573	9 364	756	12 333	661	10 698	741	12 168	1 049	17 352
Coton en masse	61 985	84 540	65 003	70 169	113 712	115 594	134 178	151 355	159 599	182 774
Graines d'oléagineux	2 352	8 763	2 741	8 512	2 884	5 152	2 450	6 473	2 019	4 423
Graines de coton	3 379	36 132	1 629	28 135	4 834	93 858	8 789	124 890	8 384	129 238
Caoutchouc	337 560	242 323	538 983	234 728	412 802	269 034	376 765	318 756	302 678	364 967
Bois en grumes	19 598	163 645	12 793	113 338	14 501	157 143	21 026	257 674	10 418	110 375
Tabac	23 022	2 847	26 673	3 426	28 740	4 336	32 341	5 130	33 434	5 782
Coco	2 325	23 399	3 605	25 434	3 757	28 850	3 233	30 067	4 140	32 489
Autres	2 930	5 801	2 477	3 484	3 206	7 001	2 433	6 259	3 392	9 591
<i>dont: Graines d'arachides</i>	16	60	83	66	516	2 210	596	2 448	270	3 023
<i>Graine de karité</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Produits miniers	636 359	2 125 770	893 153	1 820 502	974 432	3 060 642	767 650	1 365 797	685 165	1 127 350
Pétrole brut	537 328	2 035 986	618 452	1 759 107	640 233	1 590 326	473 550	1 234 287	322 461	887 857
Or	90 257	5	271 470	13	326 896	13	284 153	17	347 605	19
Autres perles, pierres précieuses	8 774	89 778	3 221	61 302	7 255	1 469 992	9 947	131 490	15 015	239 450
Diamant	0	0	0	0	0	0	0	0	50	0
Phosphate	0	0	10	80	48	311	1	3	34	23
PRODUITS TRANSFORMÉS	2 891 553	5 169 003	2 581 446	4 382 630	2 945 292	4 873 586	4 132 880	4 815 970	3 487 704	5 034 220
<i>Produits de la première transformation</i>	997 388	1 040 420	934 408	1 036 204	984 017	1 149 529	1 009 206	1 174 084	1 227 633	1 366 715
Cacao transformé	657 062	327 107	540 506	300 667	536 605	339 107	609 626	387 100	782 719	436 203
Café transformé	29 261	6 469	31 647	6 461	37 010	7 576	43 384	7 873	39 320	7 205
Poisson fumé	26	37	13	11	20	22	29	56	27	59
Huile de palme	74 709	201 172	125 105	254 038	138 819	277 781	97 055	240 523	103 565	246 522
Huile de coco	2 449	9 527	1 925	6 629	2 303	9 289	1 338	6 217	1 511	5 523
Amande de cajou	2 458	1 158	4 180	1 490	8 267	2 514	13 393	5 106	12 769	5 921
Bois transformé	96 405	272 245	84 285	245 936	91 538	281 487	82 039	239 864	100 764	320 157
Métaux communs	4 227	11 113	4 444	20 926	5 193	31 636	12 615	114 860	10 432	144 555
Ouvrages en métaux	6 292	3 763	7 136	2 713	7 710	3 423	7 336	3 070	7 617	2 339
Fer, fonte, acier et ouvrages en acier	31 961	108 551	33 528	94 024	41 389	89 221	34 332	66 024	35 634	72 675
Produits chimiques	15 475	34 142	23 011	37 607	19 774	30 452	16 006	26 543	17 533	26 796
Huiles essentielles et extraits végétaux	77 057	65 136	78 608	65 702	95 384	77 019	92 035	76 646	115 720	98 760
Perles, pierres gemmes	8	0	22	1	4	1	17	0	23	1
Conserves et Préparation Alimentaires	156 738	233 561	179 137	228 894	195 587	288 085	192 598	271 896	183 601	262 964
Conserves de thon	61 622	31 650	83 654	27 535	93 834	36 231	97 942	33 851	76 883	26 389
Lait et produits de la laiterie	4 857	6 055	3 846	3 909	2 128	3 035	1 109	2 414	4 767	5 987
Sucre	3 479	5 072	2 384	5 163	7 716	16 933	10 213	23 507	8 655	17 968
Sucreries	4 111	3 271	9 960	6 033	6 315	3 635	4 316	2 976	4 580	2 385
Jus d'ananas	362	1 084	715	1 779	280	720	627	1 438	768	1 672
Huile de palme	7 856	17 182	12 663	17 943	8 847	17 165	5 747	15 340	7 739	14 875
Préparations alimentaires divers	33 767	27 995	24 968	21 960	24 977	20 978	19 253	18 054	26 183	21 725
Produits de la minoterie	12 222	64 325	11 485	57 995	18 456	93 614	16 101	75 593	12 646	68 735
Préparation à base de céréales	14 709	47 488	16 475	56 178	20 206	63 154	20 180	57 102	20 188	57 621
Autres conserves et préparations	13 754	29 439	13 188	30 402	12 827	32 619	17 110	41 622	21 191	45 605
<i>Dont: Conserves d'ananas</i>	40	61	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Boisson</i>	2 373	3 667	2 477	4 882	2 600	4 911	4 523	9 469	9 110	13 530
<i>Viandes et abats</i>	199	104	117	57	309	128	296	113	425	156
Produits manufacturés	1 737 427	3 895 023	1 467 901	3 117 531	1 765 688	3 435 973	2 931 077	3 369 991	2 076 471	3 404 541
<i>Electricité (Tmwh)</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Produits pétroliers	1 071 129	3 263 784	1 121 924	2 657 005	1 363 499	2 903 178	1 219 871	2 604 703	1 221 612	2 626 544
Savon	45 431	93 623	47 347	87 040	44 402	87 673	42 475	97 847	41 779	90 480
Ciment	15 753	188 801	6 990	98 887	5 887	78 354	7 337	101 512	14 002	194 011
Tissus en coton	8 150	989	12 769	1 536	13 704	1 657	15 082	2 435	17 068	2 512
Textiles et chaussures	35 116	34 817	34 145	37 652	56 802	53 920	60 793	63 984	62 999	64 939
Plastiques	59 217	63 108	53 198	57 647	68 732	72 643	78 803	80 549	82 026	82 777
Engrais	6 726	25 660	2 403	12 160	8 857	28 876	15 524	65 273	16 614	73 612
Papiers, cartons et produits de l'édition	28 775	41 174	25 029	32 684	21 380	26 830	28 799	38 878	48 936	41 564
Céramiques, verre et perles	177	1 524	443	1 377	385	2 757	386	2 226	656	2 842
Matériels pour voies ferrées	653	287	1 867	1 009	1 998	1 208	5 009	1 459	2 337	992
Véhicules automobiles	24 805	5 096	31 715	5 775	18 721	4 845	126 494	14 316	145 432	12 466
Appareils mécaniques et électriques	53 992	13 064	80 650	7 990	60 031	9 703	84 446	16 689	77 917	14 266
Appareils de navigation maritime et aérien	70 671	11 026	28 260	109	30 298	92	19 190	85	23 534	7 656
Appareils de précision et d'optique	1 084	85	484	36	9 173	310	8 189	389	3 859	206
Divers	19 837	137 966	20 679	116 624	59 023	154 234	30 513	130 839	37 662	152 774
<i>Dont Armes et munitions</i>	1	0	797	26	0	0	342	43	2 983	35
<i>Exportations de biens exceptionnels*</i>	295 911	14 019	0	0	2 797	9 691	1 188 165	148 807	280 039	36 901
TOTAL EXPORTATION	5 539 718	9 546 261	5 797 515	8 525 875	6 041 006	10 652 405	7 157 156	9 260 349	6 752 676	9 205 366
TOTAL HORS BIENS EXCEPTIONNELS	5 243 807	9 532 241	5 797 515	8 525 875	6 038 209	10 642 714	5 968 990	9 111 542	6 472 637	9 168 465
Hors cacao	4 312 512	8 755 349	4 368 656	7 452 593	4 855 464	9 640 773	5 834 950	8 147 793	5 246 780	8 088 366
Hors café/cacao	4 228 401	8 658 881	4 345 505	7 420 213	4 778 168	9 558 799	5 745 396	8 056 300	5 189 516	8 019 661
Hors produits traditionnels	4 146 818	8 410 696	4 267 708	7 236 706	4 649 954	9 286 062	5 590 191	7 647 271	5 019 499	7 726 513
Hors produits pétroliers	4 468 588	6 282 477	4 675 591	5 868 870	4 677 507	7 749 227	5 937 285	6 655 646	5 531 064	6 578 822
Hors pétrole et produits pétroliers	3 931 261	4 246 490	4 057 139	4 109 762	4 037 274	6 158 901	5 463 735	5 421 359	5 208 603	5 690 964
Hors pétrole et café/cacao	3 691 073	6 622 895	3 727 052	5 661 106	4 137 934	7 968 473	5 271 846	6 822 013	4 867 055	7 131 804
Hors produits pétroliers et café/cacao	3 157 272	5 395 097	3 223 581	4 763 208	3 414 669	6 655 621	4 525 524	5 451 597	3 967 904	5 393 117
Hors pétrole, produits pétroliers et café/cacao	2 619 944	3 359 111	2 605 129	3 004 100	2 77					

Annexe 2.9 : Importations de marchandises par principaux produits

en millions fca, tonnes, mwh

IMPORTATIONS	ANNEES									
	2010		2011		2012		2013		2014	
	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité
BIENS DE CONSOMMATION	1 999 933	4 882 936	1 909 323	4 097 779	2 475 653	5 143 088	2 195 748	4 469 406	2 470 644	4 710 302
PRODUITS ALIMENTAIRES	737 424	2 315 897	782 155	2 265 419	1 010 130	2 921 037	892 538	2 443 240	900 389	2 639 657
Produits laitiers	40 069	29 279	32 815	20 547	48 400	36 297	42 516	26 647	43 936	24 761
Fruits et légumes frais	28 371	122 137	23 125	108 769	28 147	174 447	35 485	186 278	36 076	192 107
Viandes et abats comestibles	30 843	63 971	33 247	60 897	37 211	66 285	40 007	78 680	45 122	87 788
Viande, poissons en conserves	3 533	3 301	3 131	2 916	3 676	3 650	4 325	3 424	4 762	2 480
Poissons	169 666	347 256	189 951	336 204	236 300	341 058	234 199	344 354	231 142	370 144
Riz semi-blanchi	227 521	837 938	268 137	935 013	349 274	1 267 720	233 164	830 831	216 375	952 602
Blé tendre	72 924	523 461	87 480	453 980	111 386	561 432	105 408	540 329	93 549	540 055
Autres céréales	2 927	16 661	1 588	8 749	4 626	31 183	2 317	20 055	1 661	18 832
Farine	14 239	40 427	15 058	38 373	21 481	57 082	22 580	60 390	21 747	62 359
Graisses et huiles végétales ou animales	43 659	82 156	30 314	53 077	58 610	123 500	40 881	78 503	43 731	87 705
Sucre	8 880	22 974	8 040	23 378	3 265	5 804	7 731	21 149	4 308	10 283
Préparation alimentaires diverses	19 245	14 298	18 029	13 188	21 914	15 878	23 510	16 643	42 074	18 441
Boissons	33 968	65 663	28 883	58 029	35 631	67 026	38 563	68 311	43 882	77 249
Autres produits alimentaires	41 578	146 375	42 356	152 300	50 207	169 674	61 853	167 646	72 021	194 851
AUTRES BIENS DE CONSOMMATION	1 262 510	2 567 039	1 127 169	1 832 360	1 465 523	2 222 051	1 303 209	2 026 166	1 570 255	2 070 644
Vêtements	10 383	5 933	6 568	4 107	17 587	7 615	10 242	6 022	15 095	9 166
Produits pétroliers	549 582	1 599 582	448 150	1 022 652	557 667	1 190 865	379 461	814 528	383 659	849 887
Produits pharmaceutiques	116 787	8 301	125 589	9 131	148 933	10 752	135 227	10 154	189 509	12 393
Tabac	49 173	6 519	56 357	7 408	53 057	5 842	69 928	8 567	64 953	7 928
Librairie	14 915	4 126	10 164	2 595	14 088	3 420	14 561	3 396	16 116	6 178
Plastiques	136 149	168 552	131 890	156 557	166 167	190 101	189 221	218 787	208 976	236 487
Caoutchouc	38 687	28 560	35 221	23 960	54 448	31 461	49 437	41 367	50 315	43 035
Automobiles	94 567	32 998	62 689	25 650	122 400	43 612	121 764	41 953	121 215	43 973
Appareil électroménagers	70 334	26 383	55 635	21 693	88 664	32 356	89 948	29 547	102 126	31 224
Produits divers des industries chimiques	50 053	35 813	45 178	34 536	67 868	56 725	72 485	51 492	98 406	65 041
Minerais, scories et cendres	16 199	522 921	12 216	406 596	12 341	457 935	14 647	606 855	10 911	527 274
Autres biens de consommation	115 680	127 353	137 530	117 477	162 304	191 365	156 288	193 496	308 974	238 058
BIENS INTERMEDIAIRES	1 384 922	5 081 149	1 278 921	3 952 872	2 071 068	5 925 575	2 196 880	6 868 423	2 124 836	6 688 609
Pétrole brut	835 402	2 846 595	825 924	2 150 844	1 404 571	3 291 313	1 444 917	3 546 028	1 292 625	3 276 895
Produits chimiques	73 056	140 385	71 108	114 028	86 126	142 977	90 945	155 353	122 234	181 796
Coton	17 439	15 870	17 966	8 584	23 309	18 845	24 577	16 619	23 369	19 487
Autres fibres textiles	26 777	34 193	15 871	13 844	28 640	32 516	27 978	29 582	26 849	31 436
Fer, fonte, acier et ouvrages en	152 836	249 865	102 112	161 248	184 108	263 938	211 872	310 885	269 392	352 791
Produits métalliques	44 657	20 607	33 250	17 707	60 832	33 955	69 895	39 460	67 211	30 921
Céramique, verre, pierre	30 006	139 736	23 626	99 575	43 716	188 065	41 054	183 787	45 139	210 302
Engrais	42 947	208 812	32 801	129 728	53 210	188 331	74 172	304 671	61 479	310 931
Clinker	49 820	1 156 487	40 612	972 099	54 171	1 395 321	53 118	1 490 531	58 106	1 694 964
Autres matériaux de construction	9 849	145 211	10 595	167 119	14 957	243 315	29 567	651 905	21 690	418 823
Papiers et cartons	58 432	110 343	58 538	104 544	64 075	109 108	65 604	117 798	74 082	137 713
Huiles essentielles et extraits végétaux	43 700	13 047	46 517	13 552	53 354	17 890	63 181	21 802	62 661	22 551
BIENS D'EQUIPEMENT	1 027 436	172 913	407 388	106 170	959 812	333 717	2 144 680	435 878	1 179 385	255 607
<i>Hors autre Matériel de transport</i>	<i>472 525</i>	<i>89 048</i>	<i>309 662</i>	<i>53 594</i>	<i>570 132</i>	<i>93 296</i>	<i>624 862</i>	<i>110 344</i>	<i>641 496</i>	<i>121 775</i>
Équipement incompressible**	455 462	87 503	293 308	52 129	550 243	91 447	606 560	108 968	620 203	120 231
Dont Machines mécaniques	271 746	63 161	180 110	37 270	342 843	67 170	394 585	80 359	406 695	88 533
Machines automatiques	17 063	1 545	16 354	1 465	19 888	1 850	18 302	1 376	21 293	1 544
Machine électrique	157 867	21 759	96 298	13 190	165 678	20 226	174 966	24 360	171 038	27 473
Instrument de précision	25 849	2 583	16 899	1 669	41 723	4 051	37 008	4 249	42 470	4 225
Matériel de transport routier	126 854	58 055	89 789	51 963	148 421	215 374	155 038	142 646	192 794	82 508
dont autres véhicules marchands	58 981	26 021	44 857	24 534	70 987	34 856	56 328	29 379	72 780	33 070
Mat. de transport navigation aérien	8 957	54	5 618	46	30 162	77	29 128	38	27 505	43
Mat. de transport navigation maritime	1 831	152	795	63	2 862	604	9 521	4 306	8 709	10 508
Matériels pour voies ferrées	1 142	635	1 524	504	6 293	2 978	2 365	1 512	5 696	3 871
Importations de biens exceptionnels*	416 127	24 968	0	0	201 942	21 388	1 323 767	177 032	303 185	36 903
TOTAL IMPORTATION	4 412 291	10 136 998	3 595 632	8 156 821	5 506 532	11 402 381	6 537 307	11 773 707	5 774 865	11 654 518
TOTAL HORS BIENS EXCEPTIONNELS	3 996 164	10 112 030	3 595 632	8 156 821	5 304 590	11 380 993	5 213 540	11 596 674	5 471 680	11 617 615
Total hors pétrole brut	3 576 889	7 290 403	2 769 708	6 005 978	4 101 962	8 111 068	5 092 390	8 227 679	4 482 240	8 377 623
Total hors pétrole brut et produits pétroliers (1)	3 027 307	5 690 822	2 321 558	4 983 325	3 544 295	6 920 202	4 712 929	7 413 151	4 098 581	7 527 736
Total hors viande et tabac(2)	4 359 585	10 127 177	3 536 143	8 146 497	5 449 799	11 392 889	6 463 054	11 761 716	5 705 150	11 644 110
Total hors (1)+(2)	2 974 601	5 681 001	2 262 069	4 973 001	3 487 562	6 910 711	4 638 676	7 401 160	4 028 867	7 517 328
Total hors biens d'équipement	3 384 856	9 964 085	3 188 244	8 050 651	4 546 721	11 068 664	4 392 627	11 337 829	4 595 480	11 398 911
Total hors pétrole et biens d'équipement.	2 549 454	7 117 491	2 362 320	5 899 807	3 142 150	7 777 350	2 947 710	7 791 801	3 302 855	8 122 016

Source : DGD, BCEAO

Annexe 2.10 : Exportations à destination des autres pays de l'UEMOA

en millions fcf, tonnes, mwh

EXPORTATIONS	ANNEES									
	2010		2011		2012		2013		2014	
	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité
PRODUITS PRIMAIRES	33 524	70 726	37 382	82 347	44 898	232 511	53 085	231 952	51 098	208 662
<i>Agriculture, Elevage, Pêche</i>	<i>4 057</i>	<i>22 216</i>	<i>2 364</i>	<i>27 102</i>	<i>4 996</i>	<i>56 648</i>	<i>7 941</i>	<i>82 588</i>	<i>5 544</i>	<i>56 836</i>
Riz	1 382	12 246	1 635	14 297	2 836	16 319	4 482	26 172	4 009	23 872
Légumes et tubercules alimentaires	1 748	6 959	469	3 947	390	7 808	282	7 729	400	10 153
Pêche	361	313	4	37	658	713	1 668	1 609	106	158
Crustacés, mollusques	13	7	0	0	0	0	5	3	56	79
Mangues fraîches	0	0	0	0	3	162	0	0	9	31
Papayes fraîches	8	292	12	322	9	358	9	364	9	311
Autres fruits et produits de l'élevage	545	2 400	243	8 498	1 100	31 288	1 495	46 711	954	22 234
<i>Dont Elevage et chasse</i>	<i>6</i>	<i>0</i>	<i>1</i>	<i>0</i>	<i>6</i>	<i>0</i>	<i>1</i>	<i>389</i>	<i>98</i>	<i>21</i>
Céréales	355	1 614	172	4 806	1 063	30 526	1 469	45 356	731	20 981
<i>Agriculture Industrielle et d'Exportation</i>	<i>29 467</i>	<i>48 510</i>	<i>35 018</i>	<i>55 245</i>	<i>39 902</i>	<i>175 863</i>	<i>45 144</i>	<i>149 363</i>	<i>45 554</i>	<i>151 826</i>
<i>Hors cacao</i>	<i>29 467</i>	<i>48 510</i>	<i>35 018</i>	<i>55 245</i>	<i>39 902</i>	<i>175 863</i>	<i>45 144</i>	<i>149 363</i>	<i>45 554</i>	<i>151 826</i>
Café vert	37	15	0	0	4	28	3	1	147	200
Cacao fèves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Noix de cajou	0	0	0	0	0	0	813	2 123	0	0
Ananas frais	2	58	12	114	37	369	2	35	39	226
Banane	4 517	33 245	4 402	29 594	5 020	70 104	5 420	46 076	5 184	42 244
Cola	179	3 000	186	0	398	6 620	429	7 116	445	7 327
Coton en masse	0	0	1 648	1 116	0	0	0	0	0	0
Graines d'oléagineux	95	1 829	134	1 804	59	577	119	1 154	10	95
Graines de coton	0	0	503	11 672	3 556	81 380	4 234	73 032	4 387	80 277
Caoutchouc	1 460	981	1 301	664	1 750	1 039	1 456	1 218	1 360	1 226
Bois en grumes	0	0	10	68	0	0	0	0	0	0
Tabac	22 961	2 838	26 569	3 417	28 651	4 329	32 214	5 122	33 279	5 772
Coco	194	6 531	253	6 797	372	9 866	373	11 645	597	11 401
Autres	22	13	0	0	54	1 550	81	1 841	108	3 057
<i>dont: Graines d'arachides</i>	<i>1</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>52</i>	<i>1 538</i>	<i>72</i>	<i>1 715</i>	<i>95</i>	<i>2 825</i>
Graine de karité	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Produits miniers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pétrole brut	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Or	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres perles, pierres précieuses	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Diamant	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Phosphate	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PRODUITS TRANSFORMES	425 825	1 143 082	538 394	1 198 680	711 932	1 526 766	665 687	1 411 165	783 054	1 662 487
<i>Produits de la première transformation</i>	<i>96 574</i>	<i>223 741</i>	<i>156 820</i>	<i>320 410</i>	<i>175 515</i>	<i>383 292</i>	<i>138 646</i>	<i>309 828</i>	<i>138 456</i>	<i>310 639</i>
Cacao transformé	518	227	97	63	116	89	37	66	282	241
Café transformé	13 047	2 301	16 364	2 976	14 392	2 425	19 576	3 177	18 396	3 039
Poisson fumé	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Huile de palme	30 203	88 172	76 764	162 271	89 644	190 315	55 599	142 306	48 400	132 664
Huile de coco	484	4 602	322	2 974	377	4 623	240	3 599	327	3 189
Amande de cajou	0	0	0	0	0	0	0	0	19	16
Bois transformé	17 158	71 606	17 719	77 421	20 565	101 268	17 131	81 090	18 295	79 152
Métaux communs	460	158	866	892	779	570	993	372	685	274
Ouvrages en métaux	617	644	427	436	449	440	283	308	383	313
Fer, fonte, acier et ouvrages en acier	9 043	18 725	13 088	30 643	16 560	41 969	14 947	38 590	17 860	50 213
Produits chimiques	7 158	18 638	13 307	21 802	10 791	16 603	7 670	16 046	6 253	12 732
Huiles essentielles et extraits végétaux	17 886	18 668	17 865	20 932	21 841	24 990	22 171	24 272	27 556	28 807
Perles, pierres gemmes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Conserves et Préparation Alimentaires</i>	<i>60 342</i>	<i>150 544</i>	<i>55 673</i>	<i>149 390</i>	<i>68 995</i>	<i>198 936</i>	<i>56 041</i>	<i>167 770</i>	<i>68 604</i>	<i>179 118</i>
Conserves de thon	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Lait et produits de la laiterie	4 330	5 386	2 814	3 215	1 869	2 847	331	1 651	1 831	2 916
Sucre	3 452	5 056	2 305	5 025	7 581	16 603	6 485	13 299	8 631	17 939
Sucreries	1 845	1 709	2 462	1 807	1 587	939	1 999	1 737	2 364	1 292
Jus d'ananas	297	992	689	1 745	266	688	627	1 437	768	1 670
Huile de palme	356	1 224	155	326	240	502	922	2 052	1 302	2 347
Préparations alimentaires divers	16 432	12 303	12 012	9 465	13 798	11 508	7 948	7 290	14 055	11 828
Produits de la minoterie	11 190	58 801	10 460	52 491	17 022	85 754	15 182	71 347	12 071	66 341
Préparation à base de céréales	12 292	39 800	14 493	47 455	17 251	50 689	17 538	47 294	17 370	46 346
Autres conserves et préparations	10 149	25 273	10 283	27 861	9 381	29 406	5 010	21 665	10 213	28 441
<i>Dont: Conserves d'ananas</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Boisson	1 700	2 554	2 095	4 394	2 037	4 250	676	1 400	5 444	6 274
Viandes et abats	0	0	0	10	0	0	0	0	0	0
Produits manufacturés	360 010	768 797	325 900	728 680	467 422	944 538	471 000	933 567	575 993	1 172 729
Electricité (f/mwh)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Produits pétroliers	233 303	407 131	199 637	472 875	327 557	670 313	315 639	593 145	402 751	720 409
Savon	35 127	77 380	36 266	70 869	29 557	66 206	30 420	79 376	30 171	74 304
Ciment	15 459	185 308	6 778	97 158	5 701	75 955	7 213	100 374	13 574	191 751
Tissus en coton	6 265	737	10 230	1 138	10 093	1 096	10 911	1 537	12 872	2 087
Textiles et chaussures	9 560	13 702	12 398	15 952	15 822	20 603	16 669	22 330	18 965	22 391
Plastiques	31 580	35 517	31 752	34 515	36 598	38 154	36 752	39 089	35 044	36 922
Engrais	6 034	23 359	2 237	11 732	8 393	27 481	15 061	63 569	16 242	72 064
Parpiers, cartons et produits de l'édition	6 984	5 208	5 921	4 435	5 984	4 825	8 806	7 037	10 638	9 415
Céramiques, verre et perles	66	108	236	443	105	108	82	109	464	1 022
Matériels pour voies ferrées	11	17	33	169	24	52	1 474	544	844	85
Véhicules automobiles	4 548	1 827	6 103	2 037	8 004	2 545	8 502	2 601	9 464	2 397
Appareils mécaniques et électriques	4 204	1 598	7 690	3 180	10 854	3 670	10 187	2 439	11 976	2 585
Appareils de navigation maritime et aérien	0	0	0	0	0	0	0	0	1 960	5 088
Appareils de précision et d'optique	135	6	36	10	181	23	726	63	49	13
Divers	6 734	16 900	6 582	14 367	8 547	33 505	8 558	21 355	10 979	32 197
<i>Dont Armes et munitions</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>31</i>	<i>15</i>	<i>463</i>	<i>9</i>
Exportations de biens excep.*	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL EXPORTATION	550 450	1 213 808	575 775	1 281 027	756 829	1 759 278	718 771	1 643 117	834 152	1 871 148
TOTAL HORS BIENS EXCEPTIONNELS	459 349	1 213 808	575 775	1 281 027	756 829	1 759 278	718 771	1 643 117	834 152	1 871 148
Hors cacao	459 349	1 213 808	575 775	1 281 027	756 829	1 759 278	718 771	1 643 117	834 152	1 871 148
Hors café/cacao	459 312	1 213 793	575 775	1 281 027	756 825	1 759 250	718 769	1 643 116	834 005	1 870 948
Hors produits traditionnels	459 312	1 213 793	574 118	1 279 844	756 825	1 759 250	718 769	1 643 116	834 005	1 870 948
Hors produits pétroliers	317 147	806 678	376 138	808 152	429 272	1 088 964	403 132	1 049 972	431 401	1 150 739
Hors pétrole et produits pétroliers	317 147	806 678	376 138	808 152	429 272	1 088 964	403 132	1 049 972	431 401	1 150 739
Hors pétrole et café/cacao	459 312	1 213 793	575 775	1 281 027	756 825	1 759 250	718 769	1 643 116	834 005	1 870 948
Hors produits pétroliers et café/cacao	317 110	806 663	376 138	808 152	429 268	1 088 936	403 129	1 049 971	431 255	1 150 539
Hors pétrole, produits pétroliers et café/cacao	317 110	806 663	376 138	808 152	429 268	1 088 936	403 129	1 049 971	431 255	1 150 539

Source : DGD, BCEAO

Annexe 2.11 : Importations en provenance des autres pays de l'UEMOA

en millions fca, tonnes, mwh

IMPORTATIONS	ANNEES									
	2010		2011		2012		2013		2014	
	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité
BIENS DE CONSOMMATION	29 660	125 097	100 537	279 081	108 739	373 556	80 063	301 768	78 473	309 760
PRODUITS ALIMENTAIRES	48 668	115 947	27 138	129 907	50 748	239 763	47 690	220 148	43 347	229 941
Produits laitiers	0	0	53	103	886	3 591	425	730	523	1 191
Fruits et légumes frais	309	2 997	471	5 039	3 101	52 482	1 702	55 977	3 784	67 673
Dont: Noix de cola	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Viandes et abats comestibles	0	0	12	18	1	2	0	0	1	13
Viande, poissons en conserves	0	0	28	44	26	243	51	124	26	61
Poissons	29 227	18 757	18 095	30 535	29 330	44 078	29 762	45 450	27 016	40 439
Riz semi-blanchi	0	0	78	269	0	0	0	0	0	0
Blé tendre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres céréales	1	2	137	1 805	139	7 360	434	16 204	385	15 748
Farine	16	18	0	5	98	356	12	58	28	217
Graisses et huiles végétales ou animales	3	3	70	453	5 279	28 528	4 036	11 829	1 674	3 632
Sucre	130	242	135	63	65	119	163	451	128	270
Préparation alimentaires diverses	3 548	3 099	871	749	3 019	2 765	4 920	4 150	3 010	2 674
Boissons	2 693	6 077	1 896	4 258	2 698	7 821	364	1 549	507	1 862
Autres produits alimentaires	12 740	84 753	5 290	86 567	6 105	92 419	5 821	83 625	6 264	96 163
AUTRES BIENS DE CONSOMMATION	8 974	9 150	73 399	149 175	57 991	133 793	32 373	81 621	35 126	79 818
Vêtements	20	7	7	2	310	1 076	104	176	138	86
Produits pétroliers	236	205	65 598	136 523	44 483	91 149	17 802	37 817	20 934	44 975
Produits pharmaceutiques	1 813	183	2 220	244	2 990	556	2 026	194	1 833	288
Tabac	3 498	326	1 973	121	2 409	320	4 373	305	3 835	331
Librairie	64	27	27	15	68	34	141	36	137	69
Plastiques	1 235	2 384	1 356	2 997	1 138	5 733	1 245	3 251	1 024	1 413
Caoutchouc	12	4	1	3	425	3 490	600	13 835	609	12 516
Automobiles	48	7	4	5	54	29	25	30	1	1
Appareil électroménagers	48	3	17	95	854	4 170	948	2 221	859	1 694
Produits divers des industries chimiques	70	91	134	224	595	1 193	227	181	594	570
Minerais, scories et cendres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres biens de consommation	1 929	5 913	2 062	8 945	4 664	26 042	4 880	23 575	5 162	17 875
BIENS INTERMEDIAIRES	1 929	10 423	5 280	14 773	11 415	28 076	9 260	24 660	8 524	16 813
Pétrole brut	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Produits chimiques	16	42	140	349	67	520	50	473	99	540
Coton	482	338	3 705	1 160	5 740	3 985	5 256	3 019	5 551	3 091
Autres fibres textiles	61	52	60	32	252	362	190	208	1 076	946
Fer, fonte, acier et ouvrages en	57	101	34	77	394	1 044	354	662	379	566
Produits métalliques	12	8	125	107	135	220	66	72	242	234
Céramique, verre, pierre	0	1	72	22	61	188	44	106	14	43
Engrais	380	1 400	41	120	3 873	12 968	1 989	6 051	43	245
Clinker	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres matériaux de construction	705	8 428	1 034	12 879	512	8 267	869	13 493	653	10 714
Papiers et cartons	181	35	37	10	202	176	225	391	201	159
Huiles essentielles et extraits végétaux	35	18	33	16	179	346	217	186	266	275
<i>dont Huiles essentielles</i>	33	16	33	14	171	282	202	166	259	243
BIENS D'EQUIPEMENT	2 232	5 650	1 592	1 721	7 951	12 757	9 339	9 174	5 222	3 599
<i>Hors autre Matériel de transport</i>	544	540	332	227	2 286	2 088	2 967	1 814	3 324	1 594
Équipement incompressible**	540	540	329	226	2 152	2 083	2 919	1 812	3 319	1 594
Dont Machines mécaniques	239	223	85	40	1 400	1 015	2 250	933	2 516	765
Machines automatiques	4	0	3	2	134	5	49	2	5	0
Machine électrique	272	313	238	180	724	1 063	635	870	757	819
Instrument de précision	29	4	7	6	28	5	34	10	46	10
Matériel de transport routier	1 681	5 110	1 258	1 494	5 538	10 619	6 362	7 349	1 602	1 913
<i>dont autres véhicules marchands</i>	11	3	0	0	77	122	504	298	210	239
Mat. de transport navigation aérien	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0
Mat. de transport navigation maritime	0	0	0	0	0	0	3	0	267	39
Matériels pour voies ferrées	7	1	0	0	127	50	6	11	29	54
Importations de biens exceptionnels*	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL IMPORTATION	61 803	141 171	107 409	295 575	128 105	414 389	98 661	335 603	92 218	330 172
TOTAL HORS BIENS EXCEPTIONNELS	33 821	141 171	107 409	295 575	128 105	414 389	98 661	335 603	92 218	330 172
<i>Total hors pétrole brut</i>	33 821	141 171	107 409	295 575	128 105	414 389	98 661	335 603	92 218	330 172
<i>Total hors pétrole brut et produits pétroliers (1)</i>	33 585	140 966	41 810	159 051	83 621	323 240	80 859	297 786	71 285	285 197
<i>Total hors viande et tabac(2)</i>	30 323	140 845	105 407	295 410	125 667	413 826	94 238	335 174	88 357	329 780
<i>Total hors (1)+(2)</i>	30 087	140 640	39 809	158 887	81 184	322 677	76 435	297 357	67 423	284 805
<i>Total hors biens d'équipement</i>	31 589	135 521	105 817	293 854	120 154	401 632	89 323	326 428	86 997	326 573
<i>Total hors pétrole et biens d'équipement</i>	31 589	135 521	105 817	293 854	120 154	401 632	89 323	326 428	86 997	326 573

Source : DGD, BCEAO

Annexe 2.12 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2014 à partir des statistiques officielles
(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		3 365,7	9 083,3	103,5	65 919,0	31 117,0	193,1	10 281,7	120 063,3
	Burkina	14 842,6		15 596,7		34 951,3	17 143,9	480,0	4 298,9	87 313,4
	Côte d'Ivoire	33 015,2	359 038,3		376,1	191 670,0	36 103,9	72 977,7	113 222,9	806 404,1
	Guinée-Bissau	219,1	4,0					3,2	0,0	226,3
	Mali	451,8	69 880,7	38 787,4	2,8		1 054,5	17 288,2	1 334,4	128 799,8
	Niger	2 042,6	98 895,0	3 749,3	0,0	14 225,7		65,9	1 699,2	120 677,7
	Sénégal	17 874,2	33 594,1	51 360,8	49 251,7	245 520,2	6 212,1		14 902,0	418 715,1
	Togo	117 567,6	102 778,4	29 865,4	3,9	15 960,0	59 322,8	16 900,4		342 398,5
	UEMOA	186 013,1	667 556,2	148 442,9	49 738,0	568 246,2	150 954,2	107 908,6	145 739,1	2 024 598,2

Annexe 2.13 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2014
(en millions FCFA)

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	0,0	725,2	2 281,0	0,0	0,0	28 120,4	150,0	71 074,7	102 351,4
	Burkina	81,8	0,0	634,3	0,0	67,7	181,8	14,9	709,3	1 689,8
	Côte d'Ivoire	674,8	811,3	0,0	66,9	2 513,3	480,1	636,8	0,0	5 183,1
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0	0,0	8 896,2	0,0	3 737,0	0,0	12 633,3
	Mali	7 572,0	505,1	2 121,6	221,7	0,0	1 054,5	28 809,2	6 458,0	46 742,1
	Niger	7 146,0	153,3	690,5	0,0	14 225,7	0,0	65,9	1 699,2	23 980,6
	Sénégal	1 136,2	23,9	694,9	3 609,3	0,0	267,1	0,0	0,0	5 731,3
	Togo	391,0	1 962,2	3 474,8	22,5	669,0	0,0	1 167,9	0,0	7 687,5
	UEMOA	17 001,7	4 181,1	9 897,2	3 920,4	26 371,9	30 103,8	34 581,8	79 941,3	205 999,1

Annexe 2.14 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2014
(en millions FCFA)

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	0,0	4 090,9	11 364,3	103,5	65 919,0	59 237,3	343,1	81 356,4	222 414,6
	Burkina	14 924,4		16 231,0	0,0	35 019,0	17 325,7	494,9	5 008,2	89 003,2
	Côte d'Ivoire	33 689,9	359 849,6		443,0	194 183,3	36 584,0	73 614,5	113 222,9	811 587,2
	Guinée-Bissau	219,1	4,0	0,0		8 896,2	0,0	3 740,2	0,0	12 859,6
	Mali	8 023,8	70 385,8	40 909,0	224,5		2 109,0	46 097,4	7 792,4	175 541,9
	Niger	9 188,6	99 048,3	4 439,8	0,0	28 451,4		131,8	3 398,4	144 658,3
	Sénégal	19 010,4	33 618,0	52 055,8	52 861,0	245 520,2	6 479,2		14 902,0	424 446,5
	Togo	117 958,6	104 740,6	33 340,2	26,4	16 629,0	59 322,8	18 068,3		350 086,0
	UEMOA	203 014,8	671 737,3	158 340,1	53 658,4	594 618,1	181 058,0	142 490,3	225 680,3	2 230 597,4

Annexe 2.15 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2014
(en millions FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		5 916,6	1 572,5	97,2	1 222,9	1 489,6	3 027,1	7 696,5	21 022,3
	Burkina	12 373,4		4 191,5	62,2	2 596,3	4 231,8	3 302,3	11 689,1	38 446,5
	Côte d'Ivoire	13 715,6	13 921,2		54,1	5 832,2	1 215,5	4 861,8	8 229,2	47 829,5
	Guinée-Bissau	115,0	269,9	155,9		761,9	0,0	2 258,6	0,0	3 561,4
	Mali	4 106,6	11 870,6	5 857,3	575,1		3 970,5	5 538,2	2 461,3	34 379,6
	Niger	3 768,8	2 500,9	2 947,3	19,9	874,8		4 127,8	3 999,8	18 239,3
	Sénégal	2 023,2	4 741,6	1 686,0	1 231,2	6 678,8	1 686,0		674,4	18 721,3
	Togo	13 476,1	2 767,7	1 422,2	65,5	1 063,0	590,7	4 403,0		23 788,3
	UEMOA	49 578,8	41 988,5	17 832,7	2 105,1	19 029,8	13 184,1	27 518,8	34 750,4	205 988,3

Annexe 2.16 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2014
(en millions FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		1 894,1	6 545,3	34,6	4 338,6	1 979,1	4 403,2	4 835,5	24 030,4
	Burkina	2 582,2		9 889,8	90,8	22 484,9	1 828,3	10 142,1	4 669,4	51 687,5
	Côte d'Ivoire	5 766,5	12 987,9		245,2	65 761,6	3 557,9	20 650,1	6 062,4	115 031,4
	Guinée-Bissau	168,4	14,0	146,6		1 227,4	528,8	7 585,2	274,7	9 945,0
	Mali	2 218,0	1 767,5	7 445,8	198,9		2 640,8	9 166,4	5 673,3	29 110,7
	Niger	2 909,7	1 092,4	4 257,1	1 114,1	9 856,9		3 945,7	4 715,3	27 891,3
	Sénégal	2 334,3	2 670,9	6 864,1	3 935,5	20 403,9	5 959,6		2 414,6	44 582,9
	Togo	3 049,3	1 084,4	7 536,9	29,8	2 325,8	1 175,7	4 128,6		21 312,0
	UEMOA	19 028,3	21 511,0	42 685,7	5 648,9	126 399,1	17 670,2	60 021,2	28 645,3	321 609,7

Annexe 2.17 : Balance des paiements de la Côte d'Ivoire au titre de l'année 2014, optique FMI résumé

Poste	Code économique	Critères complémentaires	Libellé	Crédit	Débit	Solde
1	100000	1 B N N E	Compte des transactions courantes	7 267 924,51	7 015 755,57	252 168,94
1.A	11000	1 B N N E	Biens et services	6 857 747,79	6 010 811,77	846 936,02
1.A.a	110000	1 B N N E	Biens	6 411 330,64	4 496 498,01	1 914 832,63
1.A.a.1	111000	1 B N N E	Marchandises générales	-	-	-
1.A.a.1.1	11100z	1 B N N E	Dont : Réexportations	634,00	-	634,00
1.A.a.2	112000	1 B N N E	Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	124,20	-	124,20
1.A.a.2.1	112100	1 B N N E	Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	-349,80	-	-349,80
1.A.a.2.2	112200	1 B N N E	Biens vendus dans le cadre du négoce international	474,00	-	474,00
1.A.a.3	113000	1 B N N E	Or non monétaire	347 605,00	-	347 605,00
1.A.b	120000	1 B N N E	Services	446 417,15	1 514 313,76	-1 067 896,61
1.A.b.1	121000	1 B N N E	Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des t	39 891,65	72 985,43	-33 093,78
1.A.b.2	122000	1 B N N E	Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	25 207,30	5 728,48	19 478,82
1.A.b.3	123000	1 B N N E	Transport	69 732,55	870 581,27	-800 848,72
1.A.b.3.0.2	12311z	1 B N N E	Fret	63 134,50	755 840,70	-692 706,20
1.A.b.4	124000	1 B N N E	Voyages	91 049,40	198 512,78	-107 463,38
1.A.b.5	125000	1 B N N E	Travaux de construction	606,00	2 562,31	-1 956,31
1.A.b.6	126000	1 B N N E	Services d'assurance et de retraite	123,00	61 685,34	-61 562,34
1.A.b.7	127000	1 B N N E	Services financiers	4 569,16	5 360,40	-791,24
1.A.b.8	128000	1 B N N E	Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	480,74	1 429,00	-948,26
1.A.b.9	129000	1 B N N E	Services de télécommunications	-	-	-
1.A.b.10	12A000	1 B N N E	Autres services aux entreprises	95 512,44	162 471,29	-66 958,85
1.A.b.11	12B000	1 B N N E	Services personnels	-	-	-
1.A.b.12	12C000	1 B N N E	Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	72 109,53	82 637,50	-10 527,97
1.B	130000	1 B N AL E	Revenu primaire	116 696,51	566 024,33	-449 327,82
1.B.1	131000	1 B N AL E	Rémunération des salariés	93 511,50	10 489,45	83 022,05
1.B.2	300000	3 B N AL E	Revenus des investissements	16 807,27	555 534,88	-538 727,61
1.B.2.1	310000	3 B N AL E	Investissements directs	7 170,19	335 893,64	-328 723,45
1.B.2.1.1	310000	3E B N AL E	Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	2 518,19	258 846,74	-256 328,55
1.B.2.1.2	310000	3I B N AL E	Intérêts	4 652,00	77 046,90	-72 394,90
1.B.2.2	320000	3 B N AL E	Investissements de portefeuille	4 281,40	29 800,77	-25 519,37
1.B.2.2.1	320000	3E B N AL E	Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de	293,20	29 098,77	-28 805,57
1.B.2.2.2	320000	3I B N AL E	Intérêts	3 988,20	702,00	3 286,20
1.B.2.3	340000	3 B N AL E	Autres investissements	5 355,68	189 840,47	-184 484,79
1.B.2.3.1	340000	3D B N AL E	Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	-	-	-
1.B.2.3.2	340000	3I B N AL E	Intérêts	5 355,68	189 840,47	-184 484,79
1.B.2.4	350000	3 B N AL E	Avoirs de réserves	-	-	-
1.B.2.4.1	350000	3E B N AL E	Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	-	-	-
1.B.2.4.2	350000	3I B N AL E	Intérêts	-	-	-
1.B.3	132000	1 B N AL E	Autre revenu primaire	6 377,74	-	6 377,74
1.C	140000	2 B AL AL E	Revenu secondaire	293 480,21	438 919,47	-145 439,26
1.C.1	140000	2 B GG AL E	Administrations publiques	167 073,90	42 910,00	124 163,90
1.C.1.1	141000	2 B GG AL E	Impôts courants sur le revenu	-	-	-
1.C.1.2	142000	2 B GG AL E	Cotisations sociales	-	-	-
1.C.1.3	143000	2 B GG AL E	Prestations Sociales (Débit)	-	-	-
1.C.1.4	144000	2 B GG AL E	Coopération internationale courante	167 073,90	42 910,00	124 163,90
1.C.1.5	145000	2 B GG AL E	Transferts courants divers des administrations publiques (D75)	-	-	-
1.C.1.5.1	14500z	2 B GG AL E	Transferts courants aux ISBLSM	-	-	-
1.C.2	140000	2 B OS AL E	Sociétés financières	-	-	-
1.C.2.1	146000	2 B OS AL E	Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non	97 678,40	358 281,50	-260 603,10
1.C.2.1.1	14600z	2 B OS AL E	Envois de fonds des travailleurs	97 678,40	358 281,50	-260 603,10
1.C.2.2	147000	2 B OS AL E	Autres transferts courants	28 727,91	37 727,97	-9 000,06
1.C.2.0.1	141000	2 B OS AL E	Impôts courants sur le revenu	-	-	-
1.C.2.0.2	142000	2 B OS AL E	Cotisations sociales	139,10	7 187,89	-7 048,79
1.C.2.0.3	143000	2 B OS AL E	Prestations sociales	5 255,00	9 896,00	-4 641,00
1.C.2.0.4	148000	2 B OS AL E	Primes d'assurance nettes hors assurance vie	-	19 731,22	-19 731,22
1.C.2.0.5	149000	2 B OS AL E	Indemnités d'assurance dommage	143,00	-	143,00
1.C.2.0.6	144000	2 B OS AL E	Coopération internationale courante	14 716,90	912,86	13 804,04
1.C.2.0.7	145000	2 B OS AL E	Transferts courants divers	8 470,91	-	8 470,91
1.C.2.0.7.1	14500z	2 B OS AL E	Dont : transferts courants aux ISBLSM	-	-	-
1.C.3	14A000	2 B OS AL E	Ajustement pour variation des droits à pension	-	-	-
2	200000	2 B AL AL E	Compte de capital	139 753,53	1 184,00	138 569,53
2.1	210000	2 B AL AL E	Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	2 453,00	1 184,00	1 269,00
2.2	220000	2 B AL AL E	Transferts de capital	137 300,53	-	137 300,53
2.2.1	220000	2 B GG AL E	Administration publique	137 281,93	-	137 281,93
2.2.1.1	221000	2 B GG AL E	Remises de dette	-	-	-
2.2.1.2	222000	2 B GG AL E	Autres transferts de capital	137 281,93	-	137 281,93
2.2.2	220000	2 B OS AL E	Sociétés financières	-	-	-
2.2.2.1	221000	2 B OS AL E	Remises de dette	-	-	-
2.2.2.2	222000	2 B OS AL E	Autres transferts de capital	18,60	-	18,60
3	300000	4 N AL AL E	Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transacti	7 407 678,04	7 016 939,57	390 738,47
3.1	310000	4 N AL AL E	Compte financier	1 452 032,81	1 088 335,39	363 697,42
3.1.1	310000	4 N AL AL E	Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	1 452 032,81	1 088 335,39	363 697,42
3.1.1.1	311000	4 N AL AL E	Investissement direct	8 008,20	216 935,72	-208 927,52
3.1.1.1.1	311000	4 N AL AL E	Titres de participation et parts de fonds de placement	16 299,00	134 151,01	-117 852,01
3.1.1.1.1.1	311100	4 N AL AL E	Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	16 299,00	103 331,93	-87 032,93
3.1.1.1.1.1.1	311110	4 N AL AL E	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	16 299,00	108 327,00	-92 028,00
3.1.1.1.1.1.1.1	311120	4 N AL AL E	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investisse	-	426,00	-426,00
3.1.1.1.1.1.1.1.1	311130	4 N AL AL E	Entre entreprises soeurs	-	-5 421,07	5 421,07
3.1.1.1.1.1.1.1.2	311140	4R N AL AL E	Réinvestissement des bénéfices	-	30 819,08	-30 819,08
3.1.2	312000	4 N AL AL E	Instruments de dette	-8 290,80	82 784,71	-91 075,51
3.1.2.1	312100	4 N AL AL E	Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direc	-8 277,43	78 473,00	-86 750,43
3.1.2.2	312200	4 N AL AL E	Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direc	-	-2 958,29	2 958,29
3.1.2.3	312300	4 N AL AL E	Entre entreprises soeurs	-13,37	7 270,00	-7 283,37
3.2	320000	4 N AL AL E	Investissements de portefeuille	2 041,10	464 860,12	-462 819,02
3.2.1	321000	4 N AL AL E	Titres de participation et parts de fonds de placement	653,20	16 198,12	-15 544,92
3.2.1.1	321000	4 N CB AL E	Banque centrale	-	-	-
3.2.1.3	321000	4 N GG AL E	Administrations publiques	-	-	-
3.2.1.2	321000	4 N DT AL E	Etablissements de dépôts autres que la banque centrale	-	-	-
3.2.1.4	321000	4 N OS AL E	Autres secteurs	653,20	16 198,12	-15 544,92
3.2.1.4.1	321000	4 N FC AL E	Autres sociétés financières	203,20	-	203,20
3.2.1.4.2	321000	4 N NC AL E	Sociétés non financières	-	-	-
3.2.2	322000	4 N AL AL E	Titres de créance	1 387,90	448 662,00	-447 274,10
3.2.2.1	322000	4 N CB AL E	Banque centrale	-	-	-
3.2.2.1.1	322000	4 N CB ST E	A court terme	-	-	-
3.2.2.1.2	322000	4 N CB LT E	A long terme	-	-	-
3.2.2.1.9	322000	4 N MA AL E	Autorités monétaires (le cas échéant)	-	-	-
3.2.2.1.9.1	322000	4 N MA ST E	A court terme	-	-	-
3.2.2.1.9.2	322000	4 N MA LT E	A long terme	-	-	-
3.2.2.2	322000	4 N DT AL E	à tablissements de dépôts autres que la banque centrale	-	-	-

3.2.2.2.1		322000	4_N_DT_ST_E	A court terme	-	-	-
3.2.2.2.2		322000	4_N_DT_LT_E	A long terme	-	-	-
3.2.2.3		322000	4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	-	448 662,00	-448 662,00
3.2.2.3.1		322000	4_N_GG_ST_E	A court terme	-	-84 860,00	84 860,00
3.2.2.3.2		322000	4_N_GG_LT_E	A long terme	-	533 522,00	-533 522,00
3.2.2.4		322000	4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	1 387,90	-	1 387,90
3.2.2.4.0.1		322000	4_N_OS_ST_E	A court terme	-86,40	-	-86,40
3.2.2.4.0.2		322000	4_N_OS_LT_E	A long terme	1 474,30	-	1 474,30
3.2.2.4.1		322000	4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	1 397,00	-	1 397,00
3.2.2.4.1.1		322000	4_N_FC_ST_E	A court terme	-86,40	-	-86,40
3.2.2.4.1.2		322000	4_N_FC_LT_E	A long terme	1 483,40	-	1 483,40
3.2.2.4.2		322000	4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières	-	-	-
3.2.2.4.2.1		322000	4_N_NC_ST_E	A court terme	-	-	-
3.2.2.4.2.2		322000	4_N_NC_LT_E	A long terme	-9,10	-	-9,10
3.3		330000	4_N_AL_AL_E	Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	-	-	-
3.3.1		330000	4_N_CB_AL_E	Banque centrale	-	-	-
3.3.1.9		330000	4_N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	-	-	-
3.3.2		330000	4_N_DT_AL_E	à%tabissements de dépôts autres que la banque centrale	-	-	-
3.3.3		330000	4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	-	-	-
3.3.4		330000	4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	-	-	-
3.3.4.1		330000	4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	-	-	-
3.3.4.2		330000	4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières	-	-	-
3.3.0.1		331000	4_N_AL_AL_E	Dérivés financiers (autres que réserves)	-68,40	-	-68,40
3.3.0.1.1		331100	4_N_AL_AL_E	Options	-	-	-
3.3.0.1.2		331200	4_N_AL_AL_E	Contrats à terme	-	-	-
3.3.0.2		332000	4_N_AL_AL_E	Options sur titres des employés	-	-	-
3.4		340000	4_N_AL_AL_E	Autres investissements	1 018 467,31	406 539,55	611 927,76
3.4.1		341000	4_N_AL_AL_E	Autres titres de participation	-	-	-
3.4.2		342000	4_N_AL_AL_E	Monnaie fiduciaire et dépôts	511 247,91	160 810,30	350 437,61
3.4.2.1		342000	4_N_CB_AL_E	Banque centrale	-	49 737,50	-49 737,50
3.4.2.1.1		342000	4_N_CB_ST_E	A court terme	-	49 737,50	-49 737,50
3.4.2.1.2		342000	4_N_CB_LT_E	A long terme	-	-	-
3.4.2.1.9		342000	4_N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	-	-	-
3.4.2.1.9.1		342000	4_N_MA_ST_E	A court terme	-	-	-
3.4.2.1.9.2		342000	4_N_MA_LT_E	A long terme	-	-	-
3.4.2.2		342000	4_N_DT_AL_E	à%tabissements de dépôts autres que la banque centrale	122 081,00	111 072,80	11 008,20
3.4.2.2.0.1	34200z	4_N_DT_AL_E	Dont: positions interbancaires	-	-	-	-
3.4.2.2.1		342000	4_N_DT_ST_E	A court terme	122 081,00	111 072,80	11 008,20
3.4.2.2.2		342000	4_N_DT_LT_E	A long terme	-	-	-
3.4.2.3		342000	4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	-	-	-
3.4.2.3.1		342000	4_N_GG_ST_E	A court terme	-	-	-
3.4.2.3.2		342000	4_N_GG_LT_E	A long terme	-	-	-
3.4.2.4		342000	4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	389 166,91	-	389 166,91
3.4.2.4.0.1		342000	4_N_OS_ST_E	A court terme	119 204,79	-	119 204,79
3.4.2.4.0.2		342000	4_N_OS_LT_E	A long terme	269 962,12	-	269 962,12
3.4.2.4.1		342000	4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	183,30	-	183,30
3.4.2.4.1.1		342000	4_N_FC_ST_E	A court terme	-	-	-
3.4.2.4.1.2		342000	4_N_FC_LT_E	A long terme	183,30	-	183,30
3.4.2.4.2		342000	4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières	-	-	-
3.4.2.4.2.1		342000	4_N_NC_ST_E	A court terme	119 204,79	-	119 204,79
3.4.2.4.2.2		342000	4_N_NC_LT_E	A long terme	269 778,82	-	269 778,82
3.4.3		343000	4_N_AL_AL_E	Prêts	31 077,10	416 965,31	-385 888,21
3.4.3.1		343000	4_N_CB_AL_E	Banque centrale	-	80 019,60	-80 019,60
3.4.3.1.1	34300z	4_N_CB_AL_E	Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	-	80 019,60	-80 019,60	-
3.4.3.1.2		343000	4_N_CB_ST_E	Autres prêts à court terme	-	-	-
3.4.3.1.3		343000	4_N_CB_LT_E	Autres prêts à long terme	-	-	-
3.4.3.1.9		343000	4_N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	-	-	-
3.4.3.1.9.1	34300z	4_N_MA_AL_E	Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	-	-	-	-
3.4.3.1.9.2		343000	4_N_MA_ST_E	Autres prêts à court terme	-	-	-
3.4.3.1.9.3		343000	4_N_MA_LT_E	Autres prêts à long terme	-	-	-
3.4.3.2		343000	4_N_DT_AL_E	à%tabissements de dépôts autres que la banque centrale	31 402,00	64 087,00	-32 685,00
3.4.3.2.1		343000	4_N_DT_ST_E	A court terme	-4 528,00	709,00	-5 237,00
3.4.3.2.2		343000	4_N_DT_LT_E	A long terme	35 930,00	63 378,00	-27 448,00
3.4.3.3		343000	4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	-	106 376,10	-106 376,10
3.4.3.3.1	34300z	4_N_GG_AL_E	Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	-	-	-	-
3.4.3.3.2		343000	4_N_GG_ST_E	Autres à court terme	-	-	-
3.4.3.3.3		343000	4_N_GG_LT_E	Autres à long terme	-	106 376,10	-106 376,10
3.4.3.4		343000	4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	-324,90	166 482,61	-166 807,51
3.4.3.4.0.1		343000	4_N_OS_ST_E	A court terme	-224,90	731,37	-956,27
3.4.3.4.0.2		343000	4_N_OS_LT_E	A long terme	-100,00	165 751,24	-165 851,24
3.4.3.4.1		343000	4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	-	-	-
3.4.3.4.1.1		343000	4_N_FC_ST_E	A court terme	-	-	-
3.4.3.4.1.2		343000	4_N_FC_LT_E	A long terme	-	-	-
3.4.3.4.2		343000	4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières	-	-	-
3.4.3.4.2.1		343000	4_N_NC_ST_E	A court terme	-224,90	731,37	-956,27
3.4.3.4.2.2		343000	4_N_NC_LT_E	A long terme	-100,00	165 751,24	-165 851,24
3.4.4		344000	4_N_AL_AL_E	Régime d'assurance	-	-	-
3.4.4.1		344000	4_N_CB_AL_E	Banque centrale	-	-	-
3.4.4.1.9		344000	4_N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	-	-	-
3.4.4.2		344000	4_N_DT_AL_E	à%tabissements de dépôts autres que la banque centrale	-	-	-
3.4.4.3		344000	4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	-	-	-
3.4.4.4		344000	4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	53,31	-36,47	89,78
3.4.4.4.1		344000	4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	53,31	-36,47	89,78
3.4.4.4.2		344000	4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières	-	-	-
3.4.5		345000	4_N_AL_AL_E	Crédits commerciaux et avances	459 341,99	-169 620,79	628 962,78
3.4.5.1		345000	4_N_CB_AL_E	Banque centrale	-	-	-
3.4.5.1.1		345000	4_N_CB_ST_E	A court terme	-	-	-
3.4.5.1.2		345000	4_N_CB_LT_E	A long terme	-	-	-
3.4.5.1.9		345000	4_N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	-	-	-
3.4.5.1.9.1		345000	4_N_MA_ST_E	A court terme	-	-	-
3.4.5.1.9.2		345000	4_N_MA_LT_E	A long terme	-	-	-
3.4.5.2		345000	4_N_DT_AL_E	Administrations publiques	-	-	-
3.4.5.2.1		345000	4_N_DT_ST_E	A court terme	-	-	-
3.4.5.2.2		345000	4_N_DT_LT_E	A long terme	-	-	-
3.4.5.3		345000	4_N_GG_AL_E	à%tabissements de dépôts autres que la banque centrale	-	-	-
3.4.5.3.1		345000	4_N_GG_ST_E	A court terme	-	-	-
3.4.5.3.2		345000	4_N_GG_LT_E	A long terme	-	-	-
3.4.5.4		345000	4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	459 341,99	-169 620,79	628 962,78
3.4.5.4.0.1		345000	4_N_OS_ST_E	A court terme	-4 496,24	-169 809,49	165 313,25
3.4.5.4.0.2		345000	4_N_OS_LT_E	A long terme	463 838,23	188,70	463 649,53
3.4.5.4.1		345000	4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	-	-	-
3.4.5.4.1.1		345000	4_N_FC_ST_E	A court terme	-	-	-
3.4.5.4.1.2		345000	4_N_FC_LT_E	A long terme	-	-	-

3.4.5.4.2		345000	4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières			
3.4.5.4.2.1		345000	4_N_NC_ST_E	A court terme	-4 496,24	-169 809,49	165 313,25
3.4.5.4.2.2		345000	4_N_NC_LT_E	A long terme	463 838,23	188,70	463 649,53
3.4.6		346000	4_N_AL_AL_E	Autres comptes à recevoir/ à payer	16 747,00	-1 578,80	18 325,80
3.4.6.1		346000	4_N_CB_AL_E	Banque centrale	-	-	-
3.4.6.1.1		346000	4_N_CB_ST_E	A court terme	-	-2 032,80	2 032,80
3.4.6.1.2		346000	4_N_CB_LT_E	A long terme	-	-	-
3.4.6.1.9		346000	4_N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	-	-	-
3.4.6.1.9.1		346000	4_N_MA_ST_E	A court terme	-	-	-
3.4.6.1.9.2		346000	4_N_MA_LT_E	A long terme	-	-	-
3.4.6.2		346000	4_N_DT_AL_E	Etablissements de dépôts autres que la banque centrale	147,00	454,00	-307,00
3.4.6.2.1		346000	4_N_DT_ST_E	A court terme	147,00	454,00	-307,00
3.4.6.2.2		346000	4_N_DT_LT_E	A long terme	-	-	-
3.4.6.3		346000	4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	-	-	-
3.4.6.3.1		346000	4_N_GG_ST_E	A court terme	-	-	-
3.4.6.3.2		346000	4_N_GG_LT_E	A long terme	-	-	-
3.4.6.4		346000	4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	16 600,00	-	16 600,00
3.4.6.4.0.1		346000	4_N_OS_ST_E	A court terme	-	-	-
3.4.6.4.0.2		346000	4_N_OS_LT_E	A long terme	16 600,00	-	16 600,00
3.4.6.4.1		346000	4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	-	-	-
3.4.6.4.1.1		346000	4_N_FC_ST_E	A court terme	-	-	-
3.4.6.4.1.2		346000	4_N_FC_LT_E	A long terme	-	-	-
3.4.6.4.2		346000	4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières	-	-	-
3.4.6.4.2.1		346000	4_N_NC_ST_E	A court terme	-	-	-
3.4.6.4.2.2		346000	4_N_NC_LT_E	A long terme	16 600,00	-	16 600,00
3.4.7		347000	4_N_AL_AL_E	Droits de tirage spéciaux	-	-0,00	0,00
3.5		350000	4_N_AL_AL_E	Avoirs de réserve	423 516,20	-	423 516,20
3.5.1		351000	4_N_AL_AL_E	Or monétaire	-	-	-
3.5.1.1		351100	4_N_AL_AL_E	Or métal	-	-	-
3.5.1.2		351200	4_N_AL_AL_E	Comptes en or non affectés	-	-	-
3.5.2		352000	4_N_AL_AL_E	Droits de tirage spéciaux	-27,70	-	-27,70
3.5.3		353000	4_N_AL_AL_E	Position de réserve au FMI	22 696,60	-	22 696,60
3.5.4		354000	4_N_AL_AL_E	Autres avoirs de réserve	400 847,30	-	400 847,30
3.5.4.1		354100	4_N_AL_AL_E	Monnaie fiduciaire et dépôts	400 847,30	-	400 847,30
3.5.4.1.1		354110	4_N_AL_AL_E	Créances sur les autorités monétaires	400 847,30	-	400 847,30
3.5.4.1.2		354120	4_N_AL_AL_E	Créances sur d'autres entités	-	-	-
3.5.4.2		354200	4_N_AL_AL_E	Titres	-	-	-
3.5.4.2.1		354210	4_N_AL_AL_E	Titres de créance	-	-	-
3.5.4.2.1.1		354210	4_N_AL_ST_E	A court terme	-	-	-
3.5.4.2.1.2		354210	4_N_AL_LT_E	A long terme	-	-	-
3.5.4.2.2		354220	4_N_AL_AL_E	Titres de participation et parts de fonds de placement	-	-	-
3.5.4.3		354300	4_N_AL_AL_E	Dérivés financiers	-	-	-
3.5.4.4		354400	4_N_AL_AL_E	Autres créances	-	-	-
6		400000	5_N_AL_AL_E	Erreurs et omissions nettes	-5 955 645,23	-5 928 604,18	-27 041,05
0.		00	N_N_N_E	Postes pour mémoire	-	-	-
0.0		00	N_N_N_E	Financement exceptionnel	-	-	-
1.		220000	9_B_AL_AL_E	Transferts courants et ou en capital	-	-	-
1.1.		221100	9_B_AL_AL_E	Remises de dettes	-	-	-
1.2.		221200	9_B_AL_AL_E	Autres dons intergouvernementaux	-	-	-
1.3.	22130z	9	B_AL_AL_E	Dons provenant des comptes de bonifications FMI	-	-	-
2.		310000	9_N_AL_AL_E	Investissements directs	-	-	-
2.1.		311100	9_N_AL_AL_E	Prises de participations liées à la réduction de la dette	-	-	-
2.2.		311200	9_N_AL_AL_E	Instruments de dette	-	-	-
3.		320000	9_N_GG_AL_E	Investissement de portefeuille	-	-	-
4.		340000	9_N_GG_AL_E	Autres investissements	-	-	-
4.1.		341100	9_N_AL_AL_E	Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou p	-	-	-
4.2.		341200	9_N_AL_AL_E	Rééchelonnement de dettes existantes	-	-	-
5.		343000	9A_N_GG_AL_E	Arriérés	-	-	-
5.1.		343000	9A_N_GG_AL_E	Accumulation d'arriérés	-	-	-
5.1.1		343000	9A_N_GG_AL_E	Principal sur la dette à court terme	-	-	-
5.1.2		343000	9A_N_GG_AL_E	Principal sur la dette à long terme	-	-	-
5.1.3		343000	9A_N_GG_AL_E	Intérêts initiaux	-	-	-
5.1.4		343000	9A_N_GG_AL_E	Intérêts de pénalisation	-	-	-
5.2.		343000	9A_N_GG_AL_E	Remboursement d'arriérées	-	-	-
5.2.1		343000	9A_N_GG_AL_E	Principal	-	-	-
5.2.2		343000	9A_N_GG_AL_E	Intérêts	-	-	-
5.3.		343000	9A_N_GG_AL_E	Rééchelonnement d'arriérés	-	-	-
5.3.1		343000	9A_N_GG_AL_E	Principal	-	-	-
5.3.2		343000	9A_N_GG_AL_E	Intérêts	-	-	-
5.4.		343000	9A_N_GG_AL_E	Annulation d'arriérés	-	-	-
5.4.1.		343000	9A_N_GG_AL_E	Principal	-	-	-
5.4.2.		343000	9A_N_GG_AL_E	Intérêts	-	-	-

Source : BCEAO



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int